

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 21 MARS 1978 - N° 660

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1.70 F

● Les élections ne peuvent rien changer

● La crise demeure

PREPARONS LE 3^{ème} TOUR DES LUTTES

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU COMITÉ CENTRAL DU PCRml

Le comité central du PCRml a examiné le résultat du 2^e tour des élections législatives du 19 mars 1978. La vieille droite réactionnaire est arrivée en fin de compte à sauvegarder le pouvoir qu'elle exerce depuis 20 ans, obtenant une majorité de 291 sièges, alors que dimanche dernier, elle avait été incapable de dégager une majorité de suffrages en faveur de sa politique. La gauche qui, depuis des années, répétait aux travailleurs de s'en remettre à ce scrutin, ne progresse que de 25 sièges : 15 pour le PS, 13 pour le PCF, alors que le MRG en perd 3 pour sa part.

Majoritaire assez nettement au Parlement, la droite n'en a pas fini pour autant avec ses difficultés à gouverner. La crise demeure et s'aggrave. Les luttes et les revendications des travailleurs ne vont pas manquer d'éclater dès demain : et au niveau simplement parlementaire, le nouvel équilibre entre le RPR de Chirac et l'UDF de Giscard promet au futur gouvernement écartelé entre deux composantes rivales et à peu près équivalentes des jours difficiles.

(Suite page 3)

RPR : 148 (-35)

UDF : 137 (+18)

Div. dte : 6

} 291

MRG : 10 (-3)

PS : 104 (+15)

PC : 86 (+13)

} 200

Abstentions : 15,2 % (16,63 % au premier tour)

Le fait le plus marquant de ce deuxième tour, c'est bien sûr l'ampleur de la victoire de la droite. Alors que le premier tour avait donné un nombre de voix à peu près équivalent à chacune des deux coalitions, alors que dans nombre de cas les duels s'annonçaient serrés si on comptabilisait les voix de chacun, la coalition de droite dispose maintenant de 91 sièges d'avance sur la gauche à l'assemblée. Annoncée gagnante par l'ensemble des sondages publiés jusqu'à il y a

trois semaines, la gauche n'emporte finalement que 25 nouveaux sièges. Par rapport aux élections de mars 1973, le PS gagne 15 sièges, le PCF 13, tandis que les Radicaux de gauche en perdent 3. Le rééquilibrage est sensible également à droite, puisque le RPR n'obtient que 148 sièges, contre 183 à l'UDR de 1973, et que l'UDF gagne 18 sièges (137), par rapport à l'ensemble RI, CDP et réformateurs de 73.

Suite page 3

«PRÉPARONS-NOUS A LA LUTTE»

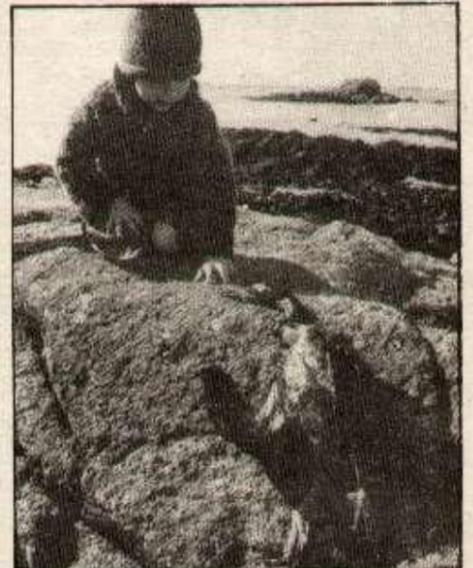
Lire page 2

les extraits de l'intervention de Max Cluzot, secrétaire général du PCRml, le 17 mars à Nantes

MARÉE NOIRE

LA COLERE BRETONNE

Des questions troublantes !



Sur la mer bretonne, au large de Portsall, le mazout coule encore. Faute de moyens sur place, le pompage n'a pu encore commencer. Sur la terre bretonne, c'est la colère. Colère vendredi après-midi dans les rues de Portsall, colère samedi à Landéda près de l'aber Vrach où Barre dépêché en urgence s'est fait conspuer par les pêcheurs. Colère enfin ce même samedi devant la sous-préfecture de Brest où des milliers et des milliers de Bretons ont exprimé leur révolte. Aujourd'hui les Bretons écartent la fatalité et beaucoup se posent de troublantes questions... (voir p.6 et 7)

Liban : les casques bleus pour légaliser l'occupation

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a décidé l'envoi dès mardi de 4 000 casques bleus au Sud-Liban et demande à Begin de retirer ses troupes. Comme les sionistes n'ont jamais été très respectueux des résolutions de l'ONU, les troupes de l'ONU risquent fort de ne servir qu'à légaliser l'occupation sioniste. Au moment même de ce vote, les sionistes lançaient une nouvelle et violente offensive notamment contre Tyr pour gagner des positions contre la Résistance Palestinienne qui tient bon.

Lire en page 10
notre correspondance de Beyrouth

Lire en page 12
le dossier de Yomna El Khalil

Affaire Moro : trois jeunes assassinés par la police

Alors que les «brigades rouges» prétendent faire le «procès de Moro», le quadrillage policier continue à Rome et dans les grandes villes. Aidée de militaires et de «spécialistes» allemands, la police en profite pour faire la chasse aux jeunes et aux militants révolutionnaires. Trois jeunes, qui ne se soumettaient pas assez vite aux contrôles ont été tués par les flics.

C'est cette police que le PCI soutient activement.

(Lire en p.10)

Radios libres : émission en publique

(Lire en p.7)

Meeting du PCRml à Nantes

PRÉPARONS-NOUS A LA LUTTE

(Extraits de l'intervention centrale prononcée par Max Cluzot, secrétaire général du PCRml)

● Entre les deux tours, le vendredi 17 mars, la section de Nantes du PCRml a tenu un meeting pour présenter aux travailleurs les propositions de notre parti. Le camarade Max Cluzot, secrétaire général du PCRml, a prononcé l'intervention centrale, traçant les perspectives de lutte pour la période qui s'ouvre. Nous passons ici des extraits de cette intervention où le camarade Max Cluzot, après

Aussi notre appel s'adresse également, —aux militants de base des partis de gauche, qui ont été séduits par les promesses qui leur ont été faites, et qui assistent aujourd'hui écœurés et sceptiques à cette triste mêlée, au cours de laquelle les politiciens qui dirigent leurs partis les utilisent comme masse de manœuvre, se disputent, puis s'embrassent avant de se redisputer, où leurs espoirs et leurs illusions sont joués avec le plus parfait cynisme; eux qui ont dû, militants du PCF, propager largement que le parti socialiste était un parti bourgeois et Mitterrand un social traître. (C'est bien vrai, mais Marchais aussi), après avoir fait sa campagne présidentielle, collé partout ces affiches et qui apprennent comme cela, brusquement, que tout est arrangé. A ces camarades du PCF, nous disons, vous avez été trompés et vous vous en rendez bien sûr un peu compte, et il y a une contradiction flagrante entre vos intérêts de classe d'ouvriers et de travailleurs et la politique suivie par le parti auquel vous appartenez. (...)

—notre appel s'adresse aussi aux travailleurs et aux jeunes qui ont fait confiance aux organisations trotskystes, mais peut être ne savent-ils pas tous que c'est pour des trotskystes qu'ils ont voté et même bien peu doivent le savoir, car ce n'est pas Arlette Laguiller, par exemple qui leur a dit. N'êtes vous pas un peu étonnés, camarades, et vous aussi militants de ces organisations, de voir le branle-bas de combat qui règne depuis quelques jours dans les états-majors de ces formations, d'entendre ces appels pressants à une mobilisation urgente, d'écouter Krivine, à la télévision multiplier ses directives pour tenir des meetings, distribuer des tracts, faire du porte à porte.

S'agirait-il de fêter le centenaire du programme de transition ? Non pas encore, il s'agit seulement de venir au secours des partis de gauche, tant critiqués au premier tour, mais blanchis au second, de jouer la mouche du coche pour tirer du borbier dans lequel ils s'enlisent ces partis bourgeois qualifiés d'ouvriers, comme le parti socialiste par exemple.

Quel brutal changement avec ce que l'on avait entendu au 1^{er} tour, quand Lutte Ouvrière mettait sur le même plan, de manière assez juste la droite et la gauche, quel rapide oubli des griefs de la semaine dernière !

Non, décidément, vous ne pouvez faire

confiance à de telles formations, dont les bonnes paroles ne sont pas suivies d'actes et qui changent si vite d'attitude, vous devez refuser cet opportunisme qui ne mène à rien, sinon à ramener à un des deux grands clans de la bourgeoisie ceux qui avaient commencé à s'en éloigner.

Vous voulez, au contraire combattre la bourgeoisie, quel que soit son visage, rompre radicalement avec elle pour préserver l'indépendance de vos luttes, alors ne vous arrêtez pas en chemin mais travaillez avec nous à la construction de l'Union Ouvrière et Paysanne.

—Nous nous adressons aussi aux militants écologistes, aux militants des groupes femme, aux militants régionalistes, pour leur dire : les luttes que vous menez sont importantes, elles mettent clairement en accusation le capitalisme, elles dénoncent des effets essentiels de la domination bourgeoise, elles portent dans leur vitalité, leur puissance, leur jeunesse, leur créativité les germes d'une nouvelle volonté révolutionnaire, et nous les soutenons la plupart du temps sans réserve, mais il est temps de nous rassembler, d'unir nos forces, de lier tous ces mouvements spécifiques à la force décisive pour la transformation de cette société : la classe ouvrière ; il est nécessaire, si l'on ne veut pas voir stagner les mouvements qui se sont dégagés, de contrer, en tout indépendance, nos points de vue pour définir une perspective stratégique, une vision cohérente de la révolution et du socialisme en liaison avec les luttes d'aujourd'hui. Nous leur disons : ne voyez pas trop à court terme, ne croyez pas que la classe ouvrière ait renoncé à peser de tout son poids, ne la croyez pas dominée toute entière par les partis de gauche, n'oubliez pas les luttes qu'elle a menées avec force juste avant la crise. Discernez justement son opposition au réformisme et au révisionnisme. Vous êtes jaloux de votre indépendance par rapport aux partis traditionnels et vous avez raison. En ce qui nous concerne nous récusons toute attitude de manipulation, de pression et d'ingérence, mais nous souhaitons au contraire un dialogue franc, des échanges directs et une liaison étroite de nos luttes.

Les lendemains des élections ne seront pas à l'évidence des lendemains sans voix, sans luttes et sans mouvements. Bien sûr, l'aggravation de la crise politique de la

avoir analysé la situation politique entre les deux tours, et tiré un premier bilan de la campagne de l'UOPDP, a lancé un appel à renforcer l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ; d'abord à ceux qui ont marqué leur soutien aux candidats de l'UOPDP au premier tour, puis plus largement :

bourgeoisie n'est pas telle encore qu'elle doive se transformer rapidement en crise révolutionnaire. Ce qui fait encore largement défaut, c'est la claire volonté révolutionnaire des masses, ce qui pèse extrêmement lourd, c'est le poids du révisionnisme, mais entre l'explosion d'une crise révolutionnaire et le calme à peu près plat de ces longs derniers mois pré-électoraux, il y a place pour de forts mouvements de lutte de la classe ouvrière et du peuple, au sein desquels s'engage avec de plus en plus de force et de netteté la lutte entre la voie révolutionnaire, dont les marxistes-léninistes représentent l'élément le plus conséquent et la voie réformiste et révisionniste.

Si la droite reste aux affaires, elle poursuivra inévitablement la politique d'austérité, de chômage et de répression qui est la seule qu'elle connaisse, mais alors comment les travailleurs entendraient-ils plus longtemps les appels à la fausse raison électorale que leur lancent depuis quatre ans les partis bourgeois de gauche, PS et PCF. D'ailleurs, pour escamoter leurs défaites, ceux-ci et particulièrement le PCF, ne seront-ils pas tentés de changer d'attitude ? Ne vont-ils pas plutôt chercher à canaliser à leur profit les mouvements de lutte de la classe ouvrière et, pour autant qu'ils espèrent les contrôler, les encourager même dans certains cas ? Nous connaissons bien ce type de situation, et particulièrement actifs dans ces luttes, nous nous efforcerons de leur donner, contre le gré des révisionnistes, l'ampleur nécessaire pour faire reculer la bourgeoisie sur le seul terrain où ce soit possible, le terrain de la lutte de classe.

Mais nous devons nous battre, pour qu'après avoir été abusée et contenue dans la perspective électorale, la classe ouvrière ne soit pas dépossédée de ses luttes par les partis de la gauche bourgeoise. Alors se poursuivra sans doute ce processus engagé au temps des Lip, des grèves de Peugeot, de Saviem, par exemple, par lequel de nombreux travailleurs en lutte entrent en contradiction ouverte avec les partis réformistes et ceux des dirigeants des syndicats qui cherchent à briser leur initiative, à normaliser leurs mouvements. Cette bataille pour l'autonomie, une fois le mirage électorale dissipé pour quelques temps, ne gagnerait-elle pas en force ? Il s'agirait alors, pour notre Union, à notre avis, d'appuyer fermement une telle bataille, de favoriser les coordinations entre travailleurs en lutte, d'aider à ce que se rejoignent dans un combat commun les différents mouvements de masse, les différentes couches du peuple qui les portent, l'ouvrier et le paysan pauvre, les défenseurs de l'environnement et les syndicalistes, les mouvements de femmes et les travailleurs en lutte, unissant toutes les fois où c'est possible, ceux qui ne veulent pas se voir déposséder de leurs luttes, pour renforcer dans le cours de ces batailles la voie révolutionnaire, pour éviter que ne triomphe aussi facilement la prochaine démobilité électorale, au plus tard pour les présidentielles de 1981, avant sans doute tant un gouvernement de droite mal élu serait fragile. (...)

Aussi nous proposons, dans tous les cas, quatre grands objectifs pour nous regrouper une fois ces élections passées :

1. Le soutien systématique et réciproque de toutes les luttes ouvrières, paysannes, populaires qui se déclencheront indépendamment du contrôle des forces bourgeoises quelles qu'elles soient et leur popularisation.
2. La coordination des mouvements de lutte menés sur des objectifs proches indépendamment de l'appartenance syndicale principale. La dénonciation de toute tentative de répression, exclusion, intimidation des syndicalistes de lutte de classe de la part des forces réformistes et révisionnistes.
3. Le soutien actif aux luttes des travailleurs immigrés contre les mesures racistes, la discrimination, les brimades, la dénonciation des facteurs de guerre, le soutien à la lutte des peuples du Tiers-Monde contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme.
4. La tenue d'assemblées populaires regroupant toutes les composantes du rassemblement permettant la rencontre des différents secteurs de lutte et préparant les mobilisations communes, l'échange d'information, de bilans d'expérience, l'appui mutuel de toutes les organisations de masse, groupes, collectifs, revendiquant l'autonomie de leurs luttes contre la bourgeoisie, et la réunion régulière commune de leurs représentants.

Aussi faut-il nous préparer à élargir très sensiblement notre Union, à rassembler avec nous ces travailleurs déçus, ces syndicalistes peu souples, ces militants de base des partis de gauche ouvrant les yeux sur la réalité bourgeoise de leurs partis, en fait tous ceux qui, comme nous, entendent mener les luttes de l'après mars, quelle que soit la coalition qui l'ait emporté, sur des fermes bases anti-capitalistes et anti-révisionnistes.

Élargir nos comités, discuter et transformer leur plate-forme, rassembler les revendications, nouer des liens étroits avec les associations et les organisations de masse, qui partagent certains de nos objectifs, et bannir tout sectarisme ce faisant, voilà ce que propose le PCRml. Pour participer dès aujourd'hui à cette lutte, rejoignez dès maintenant le PCRml. Car dans cette bataille, il n'y aura pas trop de forces, et il faudra pour la conduire, que se réalise l'unification du PCRml et du PCMLF, et il n'y a pas de temps à perdre.

Alors camarades, un pas sérieux sera franchi dans cette voie longue, sinieuse, difficile, mais aussi exaltante qui mène à la révolution prolétarienne et au socialisme, dans cette lutte qui est toute notre raison de vivre.

Ni bourgeoisie de droite, ni bourgeoisie de gauche.
En avant pour développer l'Union ouvrière et paysanne.
En avant pour l'unification des marxistes-léninistes.
En avant pour la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse

Envoyer au Quotidien du Peuple BP 225. 75 924 Paris Cedex 19

LA DROITE A MOBILISE LES ABSTENTIONISTES ET PROFITE DES MAUVAIS REPORTS A GAUCHE

Suite de la page 1

On peut déjà apporter deux explications à cette très forte poussée de la droite au second tour. D'une part, le taux d'abstention a été un des plus faibles jamais réalisés au cours d'élections en France : 15,2 %. Par rapport au premier tour, c'est donc un peu plus de 800 000 personnes supplémentaires qui sont allés voter cette fois-ci. Dans leur grande majorité, ces suffrages se sont portés sur les candidats de la droite, répon-

dant ainsi aux vœux de Chirac de ne pas se «démobiliser». Dans plusieurs cas, ces votes de dernière heure ont eu un aspect décisif. Dans la première circonscription de l'Hérault 5 000 nouveaux votants se sont présentés, participant largement à la victoire de l'UDF Delmas sur le socialiste Freche.

MAUVAIS REPORTS A GAUCHE

Il n'en reste pas moins

que ce ne sont pas ces votants là qui ont fait pencher à eux seuls la balance. Les reports de voix se sont faits très mal à gauche, malgré les appels véhéments de Marchais et Mitterrand dans la dernière semaine. Après six mois de déchirures et de querelles, l'accord signé lundi entre PCF, PS et MRG n'a pas réussi à faire croire que la gauche était en quoi que ce soit unie sur les problèmes de fond. L'aspect grotesque de la mas-

carade de l'accord de lundi a été perçu par nombre d'électeurs des deux partis marqués par ailleurs par la longue polémique. Certains exemples sont à cet égard significatifs : dans la deuxième circonscription du Cher, le candidat du RPR gagne 5 000 voix, et le candidat du PCF en perd environ 1 500. Même si l'on considère que les 2 000 abstentionnistes du premier tour ont tous voté à droite, force est de constater que 3 000 électeurs de la gauche au premier tour se sont dimanche reportés sur le RPR. Le même phénomène assure l'élection, pourtant annoncée comme très difficile, de Guéna en Dordogne. Dans la 21^e du Nord, le candidat PCF gagne de justesse, mais perd 4 000 voix par rapport au total du 12 mars de la gauche.

A l'évidence, le report des voix de la gauche vers un candidat unique du PCF s'est fait dans des proportions encore inférieures aux prévisions.

Sans être aussi nets, ces mauvais désistements se retrouvent semble-t-il dans le sens PCF vers PS. Dans la 11^e de Paris, le candidat PS perd près de 4 000 voix par rapport au score du 12, et cet exemple n'est pas isolé. Les candidats du PS arrivés en tête au premier tour perdent en moyenne de 3 à 6 % par rapport au score total de la gauche au premier tour, chiffres qui ne peuvent s'expliquer par le seul apport à droite des abstentionnistes du premier tour.

Le jeu des mauvais reports ne s'est pas traduit simplement par un non succès de la gauche dans

des circonscriptions où elle espérait l'emporter. Si elle emporte quelques nouvelles circonscriptions, elle en perd d'autres, et pas des moindres : à Paris, Fiszbin, le secrétaire de la fédération de Paris, est battu, de même que Chambaz, membre du BP, Baillet et Dalbera. Loo, trésorier du PS, perd son siège à Marseille, de même que Thome-Patenotre, des MRG.

ACCENTUATION DES CONTRADICTIONS A DROITE...

Cette victoire de la coalition de droite s'est accompagnée, dès la soirée de dimanche, d'une accentuation des contradictions, à droite comme à gauche. Rééquilibrée, la droite au pouvoir n'en a pas pour autant atténué ses divergences, bien au contraire. Lecanuet, Soisson et Servan Schreiber ont immédiatement indiqué, au nom de l'UDF, qu'ils souhaitaient «l'ouverture», profitant de ce résultat favorable pour tenter d'accrocher la cassure de la gauche et rallier à eux une fraction des socialistes et des radicaux. C'est le vieux projet giscardien, auquel s'oppose avec vigueur le RPR, comme l'ont rappelé Chirac et Guéna. Ce dernier indiqua nettement qu'il refusait les discours de l'ouverture puisque la droite disposait d'une nette majorité parlementaire par les électeurs. On apprenait lundi matin que l'UDF avait l'intention de créer un groupe commun au parlement, ce qui laisse présager des affrontements continus entre la droite «libérale», qui sort renforcée de ces élections,

et la droite RPR qui dispose encore du groupe parlementaire le plus puissant.

...ET A GAUCHE

Quant à la gauche, elle a une nouvelle fois étalé dimanche soir le spectacle de sa désunion. Mitterrand et les dirigeants du PS ont commencé à instruire le procès du PCF, et plus largement du programme commun, de la même façon que Marchais a explicitement mis en cause les socialistes. Au milieu de tout ça, Chevènement, du CERES, s'est différencié des autres dirigeants du PS évitant de mettre en cause le PCF. L'événement de la soirée électorale, du point de vue de la désunion de la gauche, aura cependant été le «désengagement» de Fabre vis-à-vis du Programme commun et de l'Union de la gauche. Le fait que ces déclarations de Fabre aient été désavouées quasi immédiatement par d'autres responsables des MRG (Bredin, Crepeau), indiquent, une fois encore, les difficultés de ce groupuscule de gauche, et sans doute le ralliement de certains de ses dirigeants à la droite «réformatrice», comme le souhaite Giscard.

Echec de la politique électorale de la gauche, permanence et renforcement de la crise politique avec au pouvoir des partis toujours aussi divisés et pas plus porteurs de projets cohérents, tels sont les premiers éléments de bilan de ces élections.

Nicolas DUVALLOIS

Communiqué de presse du Comité Central du PCRml

Suite de la page 1

Ce résultat s'explique facilement. D'une part, la droite a joué à fond de toutes les armes dont elle disposait : mode de scrutin, découpage électoral, dramatisation des élections, tout a été mis en œuvre pour rendre plus difficile la victoire électorale de la gauche.

D'autre part, et c'est là l'explication principale, la gauche s'est chargée elle-même de faire le jeu de la droite et de saborder toutes ses chances. En laissant éclater publiquement en septembre les profondes et réelles divergences, jusque là dissimulées, qui opposent les projets du PCF et du PS, Marchais et Mitterrand sont devenus incapables de mobiliser en leur faveur l'électorat. Ni le projet capitaliste d'État du PCF ni le projet de gestion social-démocrate à l'allemande du PS, projets subitement mis à nu par les attaques réciproques qu'échangent PCF et PS, ne pouvait, on le comprend, mobiliser les travailleurs, et créer une dynamique favorable à la gauche, au contraire ! Et ce n'est pas l'accord grossier de lundi dernier, où le temps du 2^e tour; Marchais, Mitterrand et Fabre, escamotant subitement toutes leurs divergences, ont fait semblant en dix minutes, de se réconcilier à la seule fin de drainer les voix des travailleurs, qui pouvait convaincre ces derniers. Dimanche soir, les premiers résultats connus, Marchais, Mitterrand et Fabre se sont chargés eux-mêmes de faire la vérité sur cet accord factice, recassant une nouvelle fois l'Union de la gauche : Fabre déserte, Mitterrand demande des comptes à Marchais...

Pour les travailleurs le résultat du vote de dimanche soir a une signification claire. Ce n'est pas par des élections que le peuple peut imposer de véritables changements.

Alors qu'il y a dans ce pays, une majorité de travailleurs qui refusent la politique de crise qu'impose la bourgeoisie depuis 4 ans, alors qu'il y a dans ce pays une majorité de travailleurs qui veulent une autre société, débarrassée des rapports d'exploitation, et de domination d'une classe sur notre peuple, ces élections encore une fois reconduisent les mêmes politiciens réactionnaires qui vont appliquer la même politique. C'est bien la preuve que des élections organisées par la

bourgeoisie, sous son contrôle, sont incapables d'exprimer réellement la volonté du peuple.

Avant le premier tour, entre les deux tours, nous avons dit honnêtement aux travailleurs qu'il ne fallait pas attendre grand chose du résultat de ces élections, et que c'est par la lutte, par la lutte seulement qu'ils pourraient faire reculer les patrons et leur État. Plus que jamais aujourd'hui, c'est ce qu'il nous faut organiser. Ces luttes, ce troisième tour social contre la bourgeoisie et la majorité de droite qui la représente au parlement, c'est ce qu'il nous faut préparer dès aujourd'hui.

Nous nous adressons fraternellement aux travailleurs qui ont cru, plus ou moins profondément que la victoire de la gauche permettrait de satisfaire leurs revendications. Nous leur disons : il n'y a pas lieu de céder au découragement. Pendant 3 ans, on vous a dit de modérer vos luttes, vos revendications, vos aspirations pour ne plus compromettre la victoire de la gauche. Aujourd'hui la gauche est battue, vous avez été trompés ! Mais l'immense potentiel de lutte que vous représentez anesthésié, contenu par le barrage des élections, peut enfin aujourd'hui se réveiller, se rassembler et mettre à mal la politique de crise de la bourgeoisie. Alors passons aux choses sérieuses.

Contre les politiciens réactionnaires de cette droite qui vont vouloir nous imposer à nouveau l'austérité, il faut nous organiser, il faut organiser nos luttes, nous rassembler pour leur imposer déjà non seulement tout ce qu'ils ont promis démagogiquement, mais tout ce qui nous est nécessaire : sur le SMIC, sur l'emploi, sur les cadences, sur le cadre de vie...

Rassembler tous les secteurs du mouvement de masse, dans la classe ouvrière dans la paysannerie, mais aussi chez les jeunes, les femmes, les écologistes. Unir ces premières forces à l'intérieur de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Constituer un large front de lutte contre la politique de crise de la bourgeoisie que va continuer le nouveau gouvernement, telle doit être la direction de nos efforts. C'est l'appel que nous lançons aux travailleurs.

Le C.C. du PCRml
19/03/78 - 24 h

Tableau comparatif des assemblées élues en 73 et 78

Majorité : 245 + 1	
Assemblée élue en mars 73	Assemblée élue en mars 78
175 ←	PCF : 86 PS : 103 MRG : 10 Div. gauche : 01
302 ←	UDF : 137 RPR : 148 Div. droite : 06
	200
	291
	* Radicaux + Démocrates sociaux
Diff. dte/gche : 127 sièges	Diff. dte/gche : 91 sièges

POLITIQUE

POLITIQUE

LA NUIT DES ELECTIONS CHEZ LES POSTIERS

Paris chèques 21 h 00. La brigade de nuit arrive. Les premières estimations ont été données. L'heure n'est pas aux grands éclats de voix comme à l'accou-

montre bien qu'ils sont aussi pourris les uns que les autres.»

Pour de nombreux travailleurs, les responsables de l'échec de la gauche, c'est la gauche elle-même : «Ils nous ont mené en bateau.»

Une autre partie des gars, cependant reste inconsolable : «Plus question de voir notre situation s'améliorer.» «Et par la lutte ?» «Ecoute, quand tu vois combien ça coûte aux Français de mettre un bulletin de gauche dans l'urne, tu t'imagines tout de même pas qu'ils vont se mettre en grève.»

Le débat s'engage. «Après la surprise, il faut réfléchir calmement. Alors, d'où viennent-elles ces voix manquantes ? De l'extrême gauche ? «Bien sûr vous aviez raison de critiquer PS et PC, mais quand même il fallait battre la droite. Même pour Laguerre qui appelait à voter à gauche au 2^e tour, elle a fait du mal à l'union de la gauche. Et vous, l'UOPDP, vous n'avez pas eu beaucoup de voix, mais vous disiez la vérité, ça a influencé les gens. N'empêche qu'il fallait battre la droite.» «Pourtant, c'est bien les partis de gauche les premiers responsables, c'est bien eux qui ont lancé la polémique, et c'est pas le rafistolage qu'ils ont fait en dernière minute qui a changé quelque chose.» «De toute façon, le peu de soucis qu'ils se sont fait du point de vue des travailleurs,

Très vite, le débat s'est engagé sur le 3^e tour : «Cette fois-ci, il ne faudra pas se faire avoir par les directions syndicales. Contre le plan Barre, les jour-

nées d'action, ça passait parce qu'il y avait la perspective des élections.» «Oui, mais ça va être dur de le faire ce grand mouvement, car on n'a pas confiance dans les syndicats, il va falloir convaincre ceux qui sont trop déçus par la victoire de la droite.» «Maintenant, ça va être 2 millions de chômeurs, l'inflation, la répression : il faudra riposter !»

Les militants du PC sont restés discrets. «On a pris une sacrée claque !» disait l'un d'entre eux. A la radio, Marchais démontrait la défaite de la droite ! Mais au boulot, on attend la cellule au tournant. Certains militants avaient dit : «Si la gauche perd, ça sera Marchais ou nous.» «On aura la peau de Marchais.»

Voilà quelques réflexions de postiers. Une telle défaite de la gauche, c'est aussi pour beaucoup de postiers une leçon de chose : «On ne nous y prendra plus!»

Tout compte fait, le climat n'était plus si morose à la fin de la nuit. Car après tout, ces élections, ce climat de démagogie, ça commençait à bien faire. Alors passons aux choses sérieuses. Préparons nos luttes de demain...

Corresp. PTT-Chèques

En passant d'un siège à l'autre

Rue de la Bienfaisance, au siège du PR, les mondanités feutrées ne cachaient pas la profonde satisfaction que promenaient les invités qui se pressaient plus, à l'heure de notre passage, autour du buffet qu'au-dessus des panneaux où étaient affichés les résultats. C'est que les résultats étaient acquis depuis longtemps et les commentaires portaient sur les chances de voir le PS changer de politique.

Ceux qui faisaient la tournée des sièges des organisations politiques signalaient le calme plat chez les radicaux, la fébrilité autour de Chirac à la mairie de Paris et le souffle de désenchantement place du Palais Bourbon au PS.

Alors que chez les vainqueurs du jour, on entrainait comme dans un moulin, un sévère filtrage était instauré pour protéger... le buffet socialiste. Il y avait

foule dans les couloirs où un grand nombre de journalistes et photographes attendaient d'apercevoir Mitterrand et Estier qui étaient enfermés dans leur bureau alors que Rocard esquissait de pâles sourires en disant au revoir aux militants qui meublèrent le local. «C'est fini pour ce soir, demain il sera toujours temps de trouver des explications», dit Rocard avant de s'éclipser...

AU SIEGE DU R.P.R.

- Morne victoire,
• Une note d'enthousiasme : Ponia battu !!

Un attroupement de journalistes, de flics en civil et de gros bras signale au passant qu'il se passe quelque chose au siège du RPR dimanche soir. Il est 23 h, on attend avec impatience la sortie du chef. Le voilà ! Tous ces gens comme il faut se mettent à crier «Chirac ! Chirac !». C'est le seul événement de la soirée. A l'intérieur, l'atmosphère est plus calme. On se retrouve dans le dernier salon où l'on cause, avec, en plus le service

d'ordre, omniprésent. Au buffet, la tenue sophistiquée est de rigueur. Quand apparaît sur un écran la tête du président, tous ces bons bourgeois découvrent se rapprochent des téléviseurs : «Ah, il a meilleure mine ! Il bronze bien» confie une dame à sa voisine. Mitterrand suscite des remarques aussi pensées : «Il est jaurie ! non, il est vert, avec des yeux rouges.» Une de ces militantes évaporées, négligemment assise sur un

bureau, tire les leçons de la campagne : «Entre les 2 tours, on a eu beaucoup de garçons de café qui sont venus prendre leur carte. Ça fait mieux pour nous électoralement.» «Poniatowski battu par un socialiste» annonce TF 1. «Génial, fantastique !» fait entendre un minet au milieu des applaudissements. «Chez les socialistes, il y a beaucoup de riches et de possédants, on va pouvoir faire des ouvertures» me déclare l'un des leurs.

A la télévision et sur les radios

Comme il fallait s'y attendre, Lecanuet a été un des premiers à prendre la parole après les estimations de 20 h. Ce n'est qu'une demi-heure plus tard qu'il a eu en face de lui un socialiste à qui s'adresser. C'était Rocard.

Lecanuet

«Laissez-moi espérer — je sais que ce soir vous allez me démentir — qu'un jour une évolution se fera. Et notre devoir à nous, démocrates-sociaux, c'est d'aider le Président de la République à avoir le plus qu'il le pourra, compte tenu des contraintes économiques, une politique de justice sociale. Et j'espère qu'un jour vous changerez d'orientation et que vous comprendrez que votre place à vous socialistes, est d'agir au sein d'une majorité rassemblée, renouvelée. Les Français sont fatigués de cette guerre de religion politique qui coupe le pays en deux...»

Cela fait vingt ans que le PS s'est mis à l'écart des responsabilités. Allez-vous encore en reprendre pour cinq ans ? Un quart de siècle à l'écart ? des responsabilités. Pensez-vous servir les travailleurs, les employés ?»

Rocard

Rocard a, quant à lui, immédiatement ouvert le procès du PCF.

«Il n'y a pas de possibilité de transformer ce pays dans un sens de plus grande justice sociale autrement que par l'alliance de toutes les forces du monde du travail et les forces de la gauche. La condition, c'est qu'un projet clair apparaisse comme dominant, clairement affirmé, compréhensible jusque dans son détail. Pour y parvenir, la condition c'est qu'un parti socialiste puissant le prenne en charge. Et l'événement de ce soir, c'est tout de même que, pour la première fois depuis 30 ans, un Parti socialiste en pleine renaissance amorce ce long travail.

Je maintiens mon propos : il faudra bien que, dans toutes les entreprises de France, les militants communistes répondent à ces questions : l'accord signé le 13 mars 78, pourquoi n'était-il pas possible de le signer le 22 septembre ? Pourquoi avoir, pendant quatre mois, attaqué systématiquement le Parti socialiste bien plus fortement que la droite ? Pourquoi avoir parlé des ministres communistes avant d'avoir réuni les conditions pour qu'il y eût ? Pourquoi était-ce vouloir la victoire que de manifester tant d'impatien-

ce sur le SMIC et le nombre de filiales à nationaliser, puisqu'aujourd'hui il n'y aura pas de nouvelles nationalisations, et que le SMIC restera à 1744 F, montant de misère où il est aujourd'hui, quand on sait qu'il n'y a pas de salaires inférieurs à 3 000 F en Allemagne.»

Marchais

Marchais a fait ses déclarations en deux temps : au siège de L'Humanité, tout d'abord, dans les studios d'Antenne 2 ensuite.

«Naturellement, on peut s'interroger, et nous le ferons, sur la politique que nous avons suivie. Pour ma part, je considère que cette politique-là, nous devons la poursuivre ; la politique d'Union de la gauche reste, selon moi, la seule issue, la seule qui puisse ouvrir une perspective au peuple de France.

C'est le seul moyen pour parvenir un jour à battre cette majorité et à changer. Alors, est-ce que cela veut dire union autour du Programme commun ? Je continue de penser que, pour que la gauche gagne, il faut qu'elle ouvre une perspective claire et il lui faut donc un programme. Un programme reste donc le moyen de mobiliser et de rassembler.»

«...Parce que pour ce qui concerne la démocratie française, s'il vous plaît Messieurs, soyez modestes ! Il a fallu vous mettre à quatre pour obtenir 20 % des voix ; le Parti communiste français est donc là, solide, alors qu'on a voulu l'affaiblir ; l'affaiblir en voix, l'affaiblir en pourcentage, et l'affaiblir en élus. Le PCF a gagné des voix, il a gagné des élus. Il s'est légèrement affaibli en pourcentage, c'est vrai, mais il représente une force considérable. Insuffisante : je l'avais dit à la Conférence nationale ; les travailleurs ont besoin d'un parti communiste plus fort, toujours plus fort pour bien les défendre et pour bien travailler au rassemblement, pour dire aux hommes et aux femmes de ce pays qui ont mis tout leur espoir dans l'Union de la gauche et dans le changement : Non ! vous ne devez pas vous laisser entraîner à la déception !»

Chevènement

«C'est la désunion de la gauche qui a été sanctionnée. Tout le monde voit bien que la gauche devait gagner. Pourquoi a-t-elle perdu ? Parce qu'il y a eu une polémique pendant six mois qui a certainement nui aux reports de voix qui se sont effectués aujourd'hui.

L'Union de la gauche, elle, vient de loin ; elle correspond à une nécessité profonde qui est celle de l'union des travailleurs et des partis qui les représentent. Le Programme commun, son principe est excellent.

L'Union de la gauche, c'est bien s'il y a une volonté derrière. L'union de la gauche, elle se fera plus forte, sur des bases nouvelles en partant de cette idée qu'il faut que, sur le fond des choses et sur l'avenir, il y ait un accord assez profond.

Vous pensez faire une politique de débauchage, vous pensez qu'il y a des gens qui iront à la soupe. Eh bien, sachez-le, il n'y en aura pas beaucoup. Le parti socialiste a une stratégie, celle du Congrès d'Epinau, celle de l'union de la gauche.»

Schwartzberg

Le MRG Schwartzberg a appris dans les studios la décision de Fabre. Admirable jeu de trapèze en deux temps ! «Plus encore que le Programme commun, c'est la gauche qu'il faut actualiser. Il est normal que chaque parti retrouve plus d'autonomie.» et quelques minutes plus tard : «La majorité reconduite sera invitée à faire ce que, sans doute, elle n'aurait pas fait sans cette campagne (de la gauche).»

Fabre

Quant aux grands leaders, ils se sont contentés de déclarations. D'abord Fabre, de Villefranche sur Rouergue :

«Je me considère aujourd'hui comme délié des engagements auxquels j'ai souscrit en 1972, que j'ai loyalement respectés et qui n'ont pas eu, pour la troisième fois, l'approbation de la majorité des Français. Tous nos efforts porteront désormais sur la résurgence, sur le renouveau du courant radical qui reste plus fort dans ce pays que ne l'a traduit ce scrutin, et que ne le traduit ce mode de scrutin. Ce courant qui correspond aux vœux profonds de tant de Français, celui d'une gauche raisonnable.

Bredin

«Robert Fabre a eu raison de dire qu'il y a un courant radical en France... et sur ce point il a raison. Quand, en revanche, mon ami Robert Fabre, et je le dis avec toute la loyauté, toute l'amitié que je lui porte, dit qu'il se considère comme délié des engagements de 1972, je connais trop son respect de la démocratie à l'intérieur de notre mouvement pour ne pas imaginer qu'il exprime autre chose qu'une opinion personnelle qu'il défendra sans doute à

A GAUCHE ET A DROITE, LES POLÉMIQUES ET LES DIVISIONS ONT CONTINUÉ

l'intérieur de notre mouvement. Mais pour l'instant, nous sommes, à l'heure où je parle, à l'intérieur de l'Union de la gauche.»

Lecanuet (au PS)

«Vous vous mettez une fois de plus, et c'est ce que je déplore, sur la berge, sur le côté, prêts à continuer pendant cinq années enco-

re la contestation, alors que ce que le pays veut, c'est une large conciliation de tous ceux qui sont attachés aux réformes ; une fois de plus vous restez sur le terrain du refus... Je suis convaincu qu'une évolution se fera dans vos rangs.

«Monsieur Fabre a dit une chose intéressante. Il se sent délié du Programme commun. Il en est d'ailleurs d'autant plus délié qu'il est mort... Et alors, mon espoir c'est qu'on ne continue pas perpétuellement à se déchirer. Ce que veulent les Français, c'est qu'on en sorte et que les socialistes — Oh je sais que vous allez répondre non dans l'instant, mais attendons quelques mois — s'en évadent. Les radicaux de gauche s'en détachent.»

— Marchais : «Je ne suis pas venu ici pour entendre cette espèce de provocation.»

Séguy

Séguy a attendu la prise de position de Marchais pour commenter à son tour :

«Nous pourrions discuter avec le nouveau gouvernement... Nous lui proposons dès ce soir d'engager des négociations avec les organisations syndicales... Discussions, engagements des conventions collectives, elle pourra décider le SMIC à 2.400 F... L'heure a toujours été pour la CGT à la négociation. C'est faute d'avoir pu négocier, ni avec le gouvernement, ni avec le patronat que nous avons été contraints d'organiser des grèves et des manifestations. Nous voulons examiner si la possibilité d'une politique contractuelle sérieuse existe.»

Ce soir, je voudrais dire à toutes les Françaises, à tous les Français quelle que soit leur opinion politique : bonne chance pour les années à venir. Et je voudrais que tous ensemble nous puissions dire, d'un même cœur : bonne chance pour la France.

Chirac

«Le RPR a pris une part essentielle à ce résultat, une part essentielle en étant aujourd'hui le premier mouvement politique de France.

Bigard

«Je pense que la France n'est pas tellement coupée en deux ; j'ai rencontré des gens très bien de l'autre côté, croyez-moi, et même une équipe de camarades des partis adverses collaient mes affiches. C'est pour vous dire que ça a du bon des deux côtés, faut se rapprocher, c'est ce que veut le président, et moi aussi, je l'ai toujours dit.»

Mitterrand

Enfin, dernier de la liste, Mitterrand s'est quand même résolu à lire une déclaration :

«Notre pays avait choisi l'Union de la gauche lors des dernières élections cantonales et municipales. Il est clair aujourd'hui que l'espoir que celle-ci portait s'est brisé le 22 septembre 77 sur sa désunion.

L'histoire jugera comme il convient ceux qui en ont pris la responsabilité en n'hésitant pas à joindre leurs attaques violentes, incessantes, à celle de la droite contre le Parti socialiste.

Le résultat est là : la France reste avec la même majorité parlementaire et garde les mêmes problèmes. J'imagine la tristesse de 15 millions de Françaises et de Français qui avaient cru au changement. C'est à eux que je m'adresse ce soir pour leur dire que, quelle que soit la dureté du coup qu'ils reçoivent, rien ne doit atteindre leur résolution, comme je veux qu'ils sachent que rien n'atteindra la mienne. La réalité politique fixée par le 1^{er} tour de scrutin est celle-ci : une majorité parlementaire à droite, une majorité de notre peuple à gauche, le Parti socialiste devenu le premier parti de France par le nombre de ses suffrages. Et l'une des réalités politiques du second tour

Séguy

Séguy a attendu la prise de position de Marchais pour commenter à son tour :

«Nous pourrions discuter avec le nouveau gouvernement... Nous lui proposons dès ce soir d'engager des négociations avec les organisations syndicales... Discussions, engagements des conventions collectives, elle pourra décider le SMIC à 2.400 F... L'heure a toujours été pour la CGT à la négociation. C'est faute d'avoir pu négocier, ni avec le gouvernement, ni avec le patronat que nous avons été contraints d'organiser des grèves et des manifestations. Nous voulons examiner si la possibilité d'une politique contractuelle sérieuse existe.»

Barre

De l'hôtel Matignon, Barre lisait son texte : «Le pays vient de trancher. Il l'a fait sans équivoque ni contestation possible. Pour la troisième fois, comme en 1973, comme en 1974, il a rejeté le Programme commun et l'entrée des communistes au gouvernement. C'est à dire l'aventure économique et politique.

Le succès de ce soir est celui du bon sens ; succès d'autant plus significatif que notre pays traverse une période de difficultés et qu'il aurait pu être tenté par la facilité ou séduit par les promesses. Ainsi se justifie la position du président de la République, qui a voulu que les élections législatives aient lieu à leur date normale. Ainsi, les Français de toute tendance ont entendu l'appel que le président a adressé à leur intelligence et à leur réflexion ; ainsi ce n'est pas en vain que le gouvernement, en dépit de certaines objections, a sans cesse tenu le langage de la vérité et de l'effort.

Mais le succès de ce soir est surtout le succès de la France. L'horizon pour notre pays s'éclaircit : la stabilité de nos institutions est assurée ; une majorité solide au sein de laquelle la jeune Union pour la Démocratie Française rencontre une place de choix. Cette majorité est en mesure de soutenir l'action d'ouverture politique, de progrès économique et de justice sociale qu'impose à notre pays l'adaptation aux temps nouveaux.

La satisfaction des uns, l'amertume ou la déception des autres doivent s'effacer devant la volonté commune de travailler ensemble aux grandes tâches qui nous attendent demain.

Soisson

«C'est l'approbation de la politique voulue depuis le

début par le président Valéry Giscard d'Estaing. L'UDF attend maintenant avec confiance le discours par lequel le président de la République tirera les premières conséquences de la volonté nationale.

Je n'aime pas le terme de «victoire». Notre ambition a été depuis très longtemps de donner au président de la République les moyens de sa politique. Il a les moyens de sa politique et nous souhaitons que, très vite, un nouveau départ soit donné. Je pense d'abord à tous ceux qui n'ont pas gagné et à tous ceux qui, dans les rangs du parti socialiste, ont porté une certaine espérance pour les pays et j'espère que nous puissions répondre à cette espérance...»

Perdiel dans Le Matin signe un long éditorial presque exclusivement consacré en revanche à la droite : «On peut penser aussi que le futur gouvernement, écrit le patron de presse, s'il ne veut pas courir le risque de graves troubles sociaux, se sente contraint de reprendre à son compte une partie du Programme commun.» «En 1967, poursuit-il, aussi nous avons cru au succès. Un an plus tard, on sait ce qu'il advint.» Tant il est vrai que ce que redoute la social-démocratie tout autant que la droite, c'est des luttes qui sortiraient des grèves de 24 heures trois fois par an.

Le Figaro, pour sa part, ne s'attendait pas non plus à un tel résultat : Serge Maffert n'hésite pas à écrire que : «Et pourtant, cette fois, la gauche aurait dû gagner, toutes les conditions semblaient réunies pour cela (...).»

Rouge en conclut qu'il faut continuer sur la même voie mais cette fois-ci des comités de soutien au Programme commun doivent se construire dans les entreprises. Avoir collé tant d'affiches des partis de gauche pour un tel résultat, il y a de quoi être dépité !

Les Echos comme tous ses amis politiques ne veut voir d'avenir que dans le président de la République. Chirac n'est pas celui qui a la meilleure cote à droite. Ce matin, Libération se contente presque de titrer : «Requiem pour un programme défunt.»

L'Humanité enfin est aussi embarrassée que Marchais à Antenne 2. Un minuscule éditorial d'Andrieu nous apprend que le PCF, lui, savait que la droite allait l'emporter : «Quelle est la raison de cette défaite que les sondages au demeurant laissent prévoir ?»

On remarquera avec intérêt que les socialistes ne portent pas (pas encore ?) officiellement la responsabilité de l'échec. Il est vrai que toutes les déclarations du PCF sont «sous réserve d'une analyse complémentaire plus approfondie.» Prudente réserve...

Les quotidiens parisiens entre la surprise et les interrogations sur l'avenir

Pour Le Quotidien de Paris, c'est la politique de Giscard «que le prochain gouvernement doit mener et cette politique, sauf à se déjuger, ne peut être que la politique réformatrice pour laquelle il a été élu en 1974.»

Perdiel dans Le Matin signe un long éditorial presque exclusivement consacré en revanche à la droite : «On peut penser aussi que le futur gouvernement, écrit le patron de presse, s'il ne veut pas courir le risque de graves troubles sociaux, se sente contraint de reprendre à son compte une partie du Programme commun.» «En 1967, poursuit-il, aussi nous avons cru au succès. Un an plus tard, on sait ce qu'il advint.» Tant il est vrai que ce que redoute la social-démocratie tout autant que la droite, c'est des luttes qui sortiraient des grèves de 24 heures trois fois par an.

Le Figaro, pour sa part, ne s'attendait pas non plus à un tel résultat : Serge Maffert n'hésite pas à écrire que : «Et pourtant, cette fois, la gauche aurait dû gagner, toutes les conditions semblaient réunies pour cela (...).»

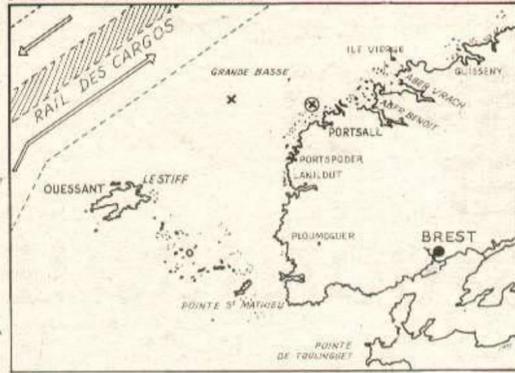
Rouge en conclut qu'il faut continuer sur la même voie mais cette fois-ci des comités de soutien au Programme commun doivent se construire dans les entreprises. Avoir collé tant d'affiches des partis de gauche pour un tel résultat, il y a de quoi être dépité !

Les Echos comme tous ses amis politiques ne veut voir d'avenir que dans le président de la République. Chirac n'est pas celui qui a la meilleure cote à droite. Ce matin, Libération se contente presque de titrer : «Requiem pour un programme défunt.»

L'Humanité enfin est aussi embarrassée que Marchais à Antenne 2. Un minuscule éditorial d'Andrieu nous apprend que le PCF, lui, savait que la droite allait l'emporter : «Quelle est la raison de cette défaite que les sondages au demeurant laissent prévoir ?»

On remarquera avec intérêt que les socialistes ne portent pas (pas encore ?) officiellement la responsabilité de l'échec. Il est vrai que toutes les déclarations du PCF sont «sous réserve d'une analyse complémentaire plus approfondie.» Prudente réserve...

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942



Sur cette carte, on constate la proximité de la route des pétroliers et de la côte. La première croix indique le lieu de prise en remorque. La croix entourée montre le lieu d'échouage après les échecs des remorqueurs allemands.

Par Eric BREHAT

De nombreux «trous» subsistent dans la connaissance que l'on peut avoir des faits survenus entre le moment où le commandant de l'Amoco Cadiz fait appel à un remorqueur dans la matinée de jeudi, et celui où l'abandon du bateau fut décidé, à 23 h 18. Cependant, il est permis de penser que les choses auraient pu se passer tout autrement.

● **Jeudi dans la matinée :** L'Amoco Cadiz, pétrolier géant de 334 mètres fait route au large de la Bretagne, il transporte 221 000 tonnes de pétrole pour son client, la Shell, et près de dix mille pour sa consommation personnelle. Une partie des soutes doit être déchargée au Havre, le reste en Hollande. Alors que le tanker déborde Ouessant, la station de radio-maritime du Conquet reçoit une liaison phonie : l'Amoco Cadiz en difficulté demande à entrer en contact avec un remorqueur.

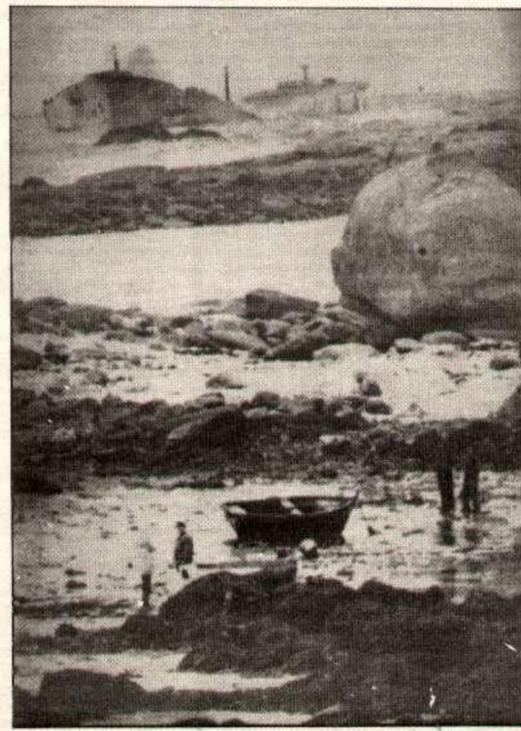
● **PREMIERE QUESTION :** l'avarie était grave, puisqu'elle portait sur l'appareil à gouverner, organe décisif sur un bâtiment très difficile à manœuvrer en raison de sa jauge (il lui faut plus de dix kilomètres pour s'arrêter...). Quand s'est-elle exactement produite ? Il est certain que le commandant, M. Bardari, a pris cette décision après avoir consulté son armateur, que celui-ci a dû entrer en contact avec son correspondant à Brest, et vraisemblablement avec l'affréteur, la Shell, qui attendait son pétrole. Combien de temps cela a-t-il pris, et y a-t-il eu des tentatives de réparation ?

● **DEUXIEME QUESTION :** en tout état de cause, l'avarie s'est produite avant ou pendant le passage au large de Brest port dont les bassins de carénage sont équipés pour réparer les plus grands tankers, et dont la rade est remarquablement abritée. Or l'Amoco Cadiz n'a pas demandé à être remorqué vers Brest, mais vers le Havre. Pourquoi ?

● **Jeudi après midi :** le supertanker dérive depuis plusieurs heures. Au terme d'une longue tractation, un accord de remorquage est passé avec la Bugsier, compagnie de remorquage en mer allemande spécialisée dans les coups durs. Un de ses remorqueurs le «Pacific» était déjà en mer : avec le mauvais temps, les chasseurs d'épaves sortent, pour être plus vite sur les lieux de perdition. Il est difficile de savoir ce qui s'est passé dans la soirée. Un autre remorqueur de la même compagnie, le «Simpson», a entrepris le remorquage, à dix milles, (18 km) au Nord-Est d'Ouessant. L'haussière cassa une première fois. Une deuxième est pas-

sée par le «Pacific». Même résultat. Une autre tentative a peut-être eu lieu, vouée aussi à l'échec. A 22 h, il est patent que les remorqueurs allemands ne peuvent pas sortir l'Amoco Cadiz. Le pétrolier dérive rapidement vers la côte et se plante littéralement sur le haut-fond de la côte, près de Portsall. Le commandant décide enfin d'appeler des secours : des fusées sont envoyées, aperçues d'Ouessant, de Portsall, du sémaaphore de l'Aber Vrac'h. A 23 h 18, soit plus de douze heures après le premier appel, un message de détresse est envoyé. On connaît la suite : les bateaux de sauvetage bretons sont dans l'impossibilité d'approcher le pétrolier, en raison des hauts-fonds et ce sont les Felons de la base aéronavale de Lanvéoc Poulmic qui parviennent à sauver, dans des conditions particulièrement difficiles les 44 hommes d'équipage.

● **TROISIEME QUESTION :** il s'est écoulé plusieurs heures (peut-être sept ou huit) entre les premières tentatives de remorquage et leur abandon. Pendant tout ce temps, aucun message n'a été envoyé pour demander des secours. Pourquoi avoir attendu si longtemps ? Pourquoi avoir attendu, concrètement, le moment où plus rien ne



QUESTIONS N'AURAIT-ON PAS UN PEU POUSSÉ LE SORT ?

● Depuis quatre jours, les soutes du pétrolier déversent 80 000 tonnes de pétrole volatil sur les côtes du Léon. La nappe dépassait lundi matin 80 kilomètres de large. On ne sait pas encore s'il sera possible d'empêcher que les autres compartiments du navire, qui renferment encore 150 000 tonnes de brut, ne déversent leur contenu dans la mer. Les moyens de lutte contre ce qui se révélera probablement être le plus grand désastre écologique de ces derniers temps, apparaissent dérisoires.

Déclenché immédiatement, le plan Polmar s'est limité à l'acheminement de 1 600 mètres de barrages inefficaces depuis Loctudy (le

reste venant de Marseille), au déversement de craie et de matériau absorbant, et à l'arrivée de 125 hommes de troupe.

La compagnie d'assurance acceptant de prendre à sa charge les frais de pompage (mais pas ceux de remise en état des côtes), les travaux devraient s'engager rapidement : des pompes américaines sont attendues.

Trois grandes questions subsistent : Quelle ampleur va prendre le désastre ? Sera-t-il possible de pomper le pétrole avant la grande marée qui achèvera probablement de disloquer le supertanker ? Pourquoi s'est-il échoué ?

● **QUATRIEME QUESTION :** il semble qu'à aucun moment, y compris après la dernière tentative de remorquage, l'Amoco Cadiz n'ait tenté de mouiller ses ancres. Or les supertankers, comme tous les autres, disposent de plusieurs ancres, à l'avant et à l'arrière (plusieurs dizaines de tonnes pour un gros pétrolier). Celles-ci ne peuvent pas retenir indéfiniment un très gros navire, surtout lors d'une tempête, mais peuvent ralentir longtemps sa

dérive. A titre d'exemple, lors de l'échouage lamentable du «Duperrey» dans le Raz de Sein, les chaînes d'ancre avaient résisté sept précieuses heures. Le «Duperrey», avec ses 150 mètres de longueur hors tout, était pourtant un navire déjà imposant.

● **CINQUIEME QUESTION :** l'Hôtel Matignon a publié, dimanche matin un communiqué indiquant que «les autorités françaises n'ont été alertées que vers 22 h, au moment où le pétrolier s'échouait». Ceci pour justifier l'absence de toute intervention de la Marine Nationale jusqu'à 23 h. Or le premier message mentionnant l'avarie a été envoyé à 10 h du matin. Il a été reçu par le capitaine d'un cargo, l'Internavis. En début d'après-midi, la station du Conquet est informée de la demande de remorquage. A 15 h, la Marine nationale est informée du début de remorquage. Il est clair que le commandant du pétrolier, sur instruction de son armateur, a tout fait pour minimiser la gravité de la situation. Mais est-on à ce point naïf à la Préfecture maritime — le préfet maritime est vice-amiral — que l'on ait pu croire que le remorquage d'un tanker de 334 mètres chargé à ras soutes s'effectuerait comme à l'exercice ?

HYPOTHESES

Les Bretons n'ont pas la mémoire courte. Ils se souviennent des conditions qui avaient entouré l'échouage de l'Olympic Bravery, à Ouessant. Le pétrolier était resté pendant plusieurs jours échoué, par grand beau temps, sans que quiconque intervienne. Les assurances marchandaient, les autorités françaises attendaient, et les Français sentaient la moutarde leur monter au nez. D'autant plus que l'échouage de ce pétrolier tout neuf était pour le moins bizarre : à la différence de l'Amoco Cadiz, il n'avait pas suivi la route normale. Plus d'un marin pensait que cet échouage était en fait volontaire : les supertankers, s'ils ne sont pas utilisés au maximum de leurs possibilités,

reviennent très cher, et l'armateur grec était largement assuré. Une enquête avait bien été ouverte, mais rien n'en est sorti. Le naufrage du Bolhen, pétrolier est-allemand, est resté lui aussi en partie inexplicite, d'autant plus que l'ambassade d'Allemagne avait dépêché à l'hôpital de Brest quelques fonctionnaires pour empêcher les survivants de transmettre la moindre information.

Alors, que penser de l'affaire de l'Amoco Cadiz ? L'armateur par société libérienne interposée est une compagnie pétrolière américaine. Elle possède plusieurs supertankers, et sait que ceux-ci, rapidement amortis s'ils voyagent à plein, sont vite démodés en raison de la course au tonnage, et voient leur coût d'entretien croître rapidement.

Certains marins avancent le scénario suivant : «Ayant eu connaissance de l'avarie, l'armateur aurait ordonné au commandant de poursuivre sa route coûte que coûte : un détournement vers Brest aurait allongé de plusieurs semaines le délai de livraison des 221 000 tonnes de brut attendues par la Shell. D'où la tentative périlleuse de remorquage vers le Havre. Et en cas d'échec, la compagnie aurait tout simplement ordonné de laisser le bateau s'échouer, et donc de retarder au maximum l'appel de détresse au prix de la destruction de centaines de kilomètres de côte, et peut-être de la vie d'hommes d'équipage. Financièrement, le calcul est rentable : en cas de remorquage en rade de Brest, l'armateur aurait eu à payer le remorquage, la réparation, et le manque à gagner de la Shell, lésée sur les délais de livraison. La perte d'un navire déjà amorti sera, au contraire totalement à la charge de l'assurance. Même chose pour la cargaison.

Hypothèse fantaisiste ? Les fantastiques profits réalisés par les compagnies pétrolières, les énormes moyens de pression sur les gouvernements dont elles disposent forcent à la prendre au sérieux, avec l'incommensurable mépris de la vie des hommes et de la mer qu'elle suppose.

COLERE ET DÉMAGOGIE



Barre accompagné de Bonnet se fait bousculer par les pêcheurs à Landeda, près d'Aber Vrac'h.

Colère n'est pas assez fort pour exprimer ce que ressentent les marins-pêcheurs de la côte des Abers. Désespérés, ils auraient de quoi l'être, car tous savaient qu'un accident se reproduirait : rien n'avait changé depuis les précédents du «Torrey Canyon», onze ans jour pour jour auparavant, et de l'«Olympic Bravery». Pourtant, le sentiment qui prévaut, mêlé à la haine d'autorités qui n'ont fait que des discours et de compagnies pour qui le profit passe par-dessus tout, c'est celui de la nécessité absolue de «faire quelque chose», d'obtenir réparation et d'empêcher que cela ne se reproduise. Les réactions très vives qui se sont succédées en quelques jours en témoignent.

Dès vendredi soir, à l'initiative du comité local de pêche (CFDT), un premier rassemblement avait lieu près de Portsall. Près de deux mille personnes manifestèrent jusqu'à la mairie. Henri Didou, président du comité local de pêche, était particulièrement accusateur : «Depuis des années, nous enjoignons les autorités de prendre des mesures. S'il est vrai que le plan Polmar a été mis en place très rapidement — quelques heures après l'échouage NDLR —, le problème de fond reste entier : il faut que les tankers passent plus au large des côtes. Il faut que leur construction soit strictement réglementée. Il faut surtout que l'Etat débloque les crédits nécessaires pour l'élaboration des études qui permettraient de mettre au point une parade efficace. On va chercher des nodules au fond de l'océan et on ne sait pas lutter contre la pollution !»

Samedi, Barre, venu sur ordre de Giscard très inquiet de la perte de voix qu'il pourrait subir dans la Finistère, a voulu rassurer les pêcheurs. Flanqué de Bonnet et du préfet, il s'est fait sérieusement conspuer près de l'Aber Vrac'h, dont les parcs à huîtres n'échapperont probablement pas à la mort. Ses promesses sont d'autant plus révoltantes («commencez tout de suite à constituer des dossiers») disait-il que les

dossiers déposés pour le remboursement des dégâts causés par l'«Olympic Bravery» et le «Bolhen» n'ont reçu aucune suite jusqu'à présent !

Ce même samedi, une manifestation était organisée à la sous-préfecture de Brest, rassemblant plusieurs milliers de personnes. Dans la journée du samedi, plusieurs milliers d'habitants de la région de Brest étaient venus constater de visu l'horreur de ce cloaque qui ne cesse de s'étendre. L'odeur les avait prévenus avant la radio, puisqu'on la sentait à Douarnenez (50 kilomètres au sud) et même à Lorient (100 kilomètres au sud-est).

Les partis de gauche ont tenté à cette occasion une opération particulièrement démagogique, se présentant à la pointe de la protestation alors que les dangers de la pollution par hydrocarbures ont été systématiquement passés sous silence lors de leur campagne. Les représentants du gouvernement et des partis de droite ont à peine osé se montrer ou ont tenté d'aller encore plus loin dans la démagogie : Guemeur, député de Quimper, a affirmé sans broncher qu'il interviendrait personnellement pour interdire tout passage de pétrolier en Manche. Il avait seulement oublié que le port pétrolier du Havre se trouve en pleine Manche !...

Lundi, les pêcheurs du quartier maritime de Brest devaient déposer symboliquement leur rôle (licence de pêche) pour toute la journée, pour exiger d'être considérés en chômage technique et indemnisés à la mesure des pertes qu'ils vont subir.

La colère s'accumule depuis longtemps chez les pêcheurs et les paysans du Léon. On a voulu leur imposer une centrale nucléaire à Ploumoguer. Ils ont fait capoter le projet. Les zones de pêche de la Manche étaient dévastées par les chalutiers-usines russes. Ils se sont mobilisés. Aujourd'hui, leur colère et leur écœurement ne doivent pas rester sans suite.



SORTIR DE LA CLANDESTINITÉ

● « Ici, Radio 93 ». Samedi 18 cet indicatif s'est fait encore largement entendre, tout l'après-midi, pendant l'émission qui avait commencé vers 14 h 30 et qui s'est terminée à 19 h 45. Dans la soirée, Radio 93 a prêté son émetteur à «Radio Prolo» qui devait occuper les ondes jusque très tard dans la nuit. L'offensive des Radios Libres se précise, et hier la plupart de celles qui existent dans la région parisienne, emboitant le pas à «Radio 93», sortaient de la clandestinité pour émettre en public.

mardi à 20 h 30. Radio Prolo se propose aussi d'émettre dès qu'une expulsion menace. Des conseils seront alors donnés pour faire des autoréductions, en bloquant les compteurs électriques et d'eau.

CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE

Dans le local de Radio 93, à la librairie «Les Degling's» à St Denis, beaucoup d'animation autour du micro et du matériel d'émission qui reste modeste. La puissance de l'émetteur (125 Watts) permettra toutefois de se faire entendre jusqu'à Meudon-la-Forêt. Au fil de l'émission, les protagonistes dressent la «carte d'écoute», en inscrivant le nom des lieux où elle est captée. Radio 93 rappelle son principe de radio ouverte, où toutes les opinions peuvent s'exprimer, soit en venant au «studio», en prenant le micro, soit en téléphonant (820 24 16) : dans ce cas, la conversation passe en direct sur les ondes. Les émissions de Radio 93, tranchent radicalement avec les radios officielles, la spontanéité reste un principe, même s'il y a parfois un peu de cafouillage. Le programme musical, essayant de satisfaire de nombreux auditeurs, est des plus variés, puisqu'il comprend aussi bien de la musique punk, que des chants italiens.

Le programme musical reprendra, et des animateurs de Radio Abesses, (qui émet habituellement dans le 18^e arrondissement de Paris), parleront de leur pratique et des problèmes qu'ils ont dû affronter pour émettre, à leur tour ils ont décidé de faire leurs émissions en public, pour rendre les ondes plus vivantes. Radio 93 se taisait vers 19 h 45.

LA COMMUNE SUR LES ONDES

Un appelé téléphonera son témoignage sur la réalité de la vie des casernes, et parlera de son expérience de radio libre autour des casernes. La poésie arabe aura également sa place, et l'actualité ne sera pas ignorée. Un communiqué de l'Association médicale Franco-Palestinienne dénonçant la sauvagerie agressive sioniste et le génocide entrepris par Israël sera lu, sur un ton déterminé. Des chants de la Résistance palestinienne

RADIO PROLO

Radio Prolo, prenait la relève, sur la même fréquence, grâce au matériel prêté par Radio 93. Radio Prolo reprend les principes des radios libres, en étant ouverte, tout en affirmant une certaine volonté de s'orienter plus particulièrement vers les cités de transit de Saint Denis et de sa région. Ses émissions sont programmées le mercredi, plus spécialement pour les enfants à partir de 14 h 30, et le

**RADIO PROLO
RADIO 93
EMETTENT SUR
MODULATION
DE FREQUENCE
93 MHZ**

4 RUE LANNE
93 SAINT DENIS

LES RÉSULTATS COMPARÉS DES 1^{er} ET 2^e TOURS

Nous reproduisons ci-dessous les tableaux que nous avions publiés dans notre édition de samedi. Ils sont cette fois-ci dûment complétés par les résultats du second tour.

Le tableau ci-dessous reproduit la liste des circonscriptions dont le résultat au premier tour conduisait à penser que celui du second serait facilement acquis. On trouve entre parenthèses le chiffre total du pourcentage réalisé au premier tour

par la droite ou la gauche, et à côté le pourcentage qu'il réalise au deuxième tour.

Dans le tableau ci-contre qui rassemble les circonscriptions dites disputées, on indique, à côté du nombre de voix réalisées par la gauche, par la droite et éventuellement par les divers (jobertistes, écologistes, etc.) le nombre de voix obtenues par les candidats du second tour. En totalisant ces voix, on peut faire apparaître le nombre d'abstentionnistes du premier tour qui ont voté au second.

POUR LE PCF

CONTRE LE RPR

Aisne 2 ^e (60 %)	54,9 %
Aisne 4 ^e (57 %)	55,4 %
Allier 1 ^{er} (52 %)	51,6 %
Ardennes 1 ^{er} (55 %)	50,9 %
Ardennes 2 ^e (60 %)	54,6 %
B. du Rhône 7 ^e (64 %)	58,8 %
Charente 3 ^e (55 %)	50,8 %
Cher 2 ^e (53 %)	51,04 %
Cher 3 ^e (54 %)	51,4 %
Dordogne 1 ^{er} (52 %)	50,3 %
Gard 1 ^{er} (54 %)	50,5 %
Gard 4 ^e (63 %)	56,8 %
Isère 3 ^e (58 %)	55,2 %
Loiret 2 ^e	53,6 %
Lot et Garonne 2 ^e (58 %)	53,5 %
Nord 14 ^e (53 %)	58,4 %
Nord 15 ^e (66 %)	61,9 %
Nord 16 ^e (55 %)	50,09 %
Nord 18 ^e (59 %)	57,4 %
Nord 20 ^e (72 %)	52,1 %
Nord 21 ^e (62 %)	52,1 %
Nord 22 ^e (60 %)	53,9 %
Oise 4 ^e (55 %)	50,2 %
P. de Calais 5 ^e (62 %)	56,02 %
P. de Calais 14 ^e (77 %)	65 %
Rhône 11 ^e (72 %)	63,1 %

POUR LE PS

CONTRE LE RPR

Aisne 1 ^{er} (59 %)	58,9 %
Ariège 1 ^{er} (64 %)	65 %
Ariège 2 ^e (70 %)	62,3 %
B. du Rhône 3 ^e (57 %)	55,7 %
Charente-Mar. 3 ^e (52 %)	52,15 %
Creuse 1 ^{er} (54 %)	50,3 %
Creuse 2 ^e (61 %)	56,9 %
Dordogne 2 ^e (60 %)	56 %
Doubs 2 ^e (61 %)	60,6 %

POUR LE MRG

CONTRE LE RPR

Charente-mar. 1 ^{er} (60 %)	57,7 %
Dordogne 3 ^e (62 %)	55,7 %
Lot 1 ^{er} (61 %)	60,7 %
Htes Pyr. 2 ^e (61 %)	60,4 %
S. et Loire 2 ^e (57 %)	56,4 %
T. et Gar 2 ^e (55 %)	51,9 %

Sarthe 2 ^e (58 %)	53,4 %
Seine-Mar. 9 ^e (53 %)	50,7 %
Somme 2 ^e (53 %)	50,2 %
Somme 3 ^e (54 %)	50,8 %
Vaucluse 3 ^e (52 %)	51,3 %
Hte Vienne 1 ^{er} (66 %)	58,1 %
Hte Vienne 2 ^e (66 %)	56,6 %
Hte Vienne 3 ^e (63 %)	55,8 %
Paris 13 ^e (52 %)	53,3 %
Paris 20 ^e (56 %)	50,9 %
Paris 31 ^e (52 %)	50,2 %
Seine et Marne 2 ^e (60 %)	52,5 %
Essonne 3 ^e (57 %)	53,1 %
B. du Rhône 10 ^e (66 %)	67,5 %
Hts de Seine 3 ^e (54 %)	50,2 %
Hts de Seine 7 ^e (62 %)	58,4 %
Seine St Denis 1 ^{er} (68 %)	60,9 %
Seine St Denis 6 ^e (62 %)	56,1 %
Seine St Denis 8 ^e (63 %)	56 %
Seine St Denis 9 ^e (53 %)	50,06 %
Val de Mar. 2 ^e (64 %)	56,9 %
Val de Mar. 3 ^e (72 %)	68,7 %
Val d'Oise 3 ^e (65 %)	63,6 %
Val d'Oise 5 ^e (57 %)	54 %

Aisne 5 ^e (52 %)	51,8 %
Allier 2 ^e (60 %)	55,1 %
Allier 3 ^e (57 %)	51,7 %
Aude 3 ^e (60 %)	53,2 %
B. du Rhône 5 ^e (56 %)	53,7 %
B. du Rhône 6 ^e (65 %)	63,6 %
B. du Rhône 8 ^e (59 %)	54,1 %

B. du Rhône 11 ^e (59 %)	53,3 %
C. du Nord 4 ^e (54 %)	50,8 %
Gard 2 ^e (54 %)	51,6 %
Gard 3 ^e (66 %)	57,2 %
Isère 2 ^e (57 %)	55,7 %
Isère 4 ^e (53 %)	53,5 %
Landes 1 ^{er} (52 %)	51,5 %
Loire Atl. 3 ^e (61 %)	51 %
Loire Atl. 6 ^e (58 %)	58,1 %
Lot 2 ^e (57 %)	55,4 %
Lot et Gar. 1 ^{er} (54 %)	53,3 %
Morbihan 5 ^e (55 %)	52,5 %
Nord 2 ^e (59 %)	55,9 %
Nord 4 ^e (63 %)	54,4 %
Nord 8 ^e (56 %)	54,2 %
Nord 10 ^e (52 %)	50,2 %
P. de Calais 6 ^e (54 %)	55,6 %
P. de Calais 8 ^e (63 %)	59,9 %
P. de Calais 13 ^e (79 %)	72,6 %
Puy de Dôme 1 ^{er} (61 %)	53,1 %
Rhône 5 ^e (65 %)	57,3 %
Rhône 13 ^e (60 %)	60 %
Saône et Loire 3 ^e (53 %)	53,5 %
S. et Loire 5 ^e (63 %)	53,5 %
Tarn 1 ^{er} (62 %)	59,7 %

Drôme 3 ^e (57 %)	52,8 %
Finistère 8 ^e (62 %)	57,4 %
Gironde 8 ^e (63 %)	59,4 %
Gironde 10 ^e (53 %)	54,1 %
Hérault 2 ^e (57 %)	54,2 %
Hérault 5 ^e (69 %)	64 %
Isère 5 ^e (55 %)	55,4 %
Landes 5 ^e (53 %)	51,6 %
Landes 2 ^e (61 %)	56,3 %
Landes 3 ^e (54 %)	50,4 %
Meurthe et Mos. 2 ^e (53 %)	57,7 %
Nièvre 2 ^e (61 %)	61,2 %
Nièvre 3 ^e (62 %)	59 %
Nord 5 ^e (62 %)	60,2 %
Nord 7 ^e (53 %)	52,8 %
Nord 8 ^e (55 %)	51,7 %
P. de Calais 1 ^{er} (58 %)	57,8 %
P. de Calais 9 ^e (68 %)	63 %
P. de Calais 12 ^e (79 %)	100 %
Puy de Dôme 3 ^e (58 %)	56,8 %
Puy de Dôme 4 ^e (52 %)	50,8 %
Puy de Dôme 5 ^e (55 %)	52,5 %
Htes Pyrénées 1 ^{er} (56 %)	55,9 %
Seine-Mar. 2 ^e (66 %)	62,3 %
Deux-Sèvres 1 ^{er} (53 %)	51,2 %
Tarn 3 ^e (56 %)	51,8 %
Var 1 ^{er} (58 %)	53,9 %
Belfort 1 ^{er} (55 %)	56,6 %
Belfort 2 ^e (54 %)	56,4 %
Val de Marne 4 ^e (52 %)	52,4 %

Alpes Htes Prov. 2 ^e (54 %)	50,8 %
Corrèze 1 ^{er} (57 %)	50,4 %
Loire 4 ^e (60 %)	52,1 %

Aisne 3 ^e (62 %)	58,3 %
Aude 1 ^{er} (64 %)	51,2 %
Aude 2 ^e (70 %)	100 %
B. du Rhône 9 ^e (52 %)	51,9 %
Charentes-Mar. 4 ^e (51 %)	51,9 %
Côtes du Nord 5 ^e (53 %)	52,3 %

POUR LE RPR

CONTRE LE PS

B. du Rhône 1 ^{er} (55 %)	58 %
Calvados 2 ^e (52 %)	51,8 %
Côte d'Or 1 ^{er} (53 %)	53,3 %
Côte d'Or 2 ^e	52,6 %
Eure et L. 2 ^e (52 %)	51,2 %
Finistère 3 ^e (69 %)	67,1 %
Finistère 5 ^e (73 %)	46,9 %
Gironde 1 ^e (55 %)	56 %
Gironde 7 ^e (54 %)	51,6 %
Ille et Vil. 2 ^e (53 %)	53 %
Ille et Vil. 8 ^e (67 %)	63,9 %
Indre et L. 4 ^e (51 %)	53,6 %
Loire Atl. 8 ^e (67 %)	67,5 %
Loiret 3 ^e (60 %)	56,3 %
Maine et L. 1 ^{er} (57 %)	57,1 %
Manche 4 ^e (60 %)	64,6 %
Morbihan 3 ^e (66 %)	61,6 %
Moselle 2 ^e (57 %)	54,4 %
Moselle 5 ^e (58 %)	55,9 %
Moselle 6 ^e (59 %)	56,7 %
Nord 9 ^e (53 %)	56,8 %
Orne 1 ^{er} (63 %)	61,7 %
Pyr. Atl. 3 ^e (69 %)	68,9 %
Bas Rhin 2 ^e (56 %)	58,2 %
Bas Rhin 3 ^e (59 %)	61,6 %
Ht Rhin 2 ^e (59 %)	61,1 %
Ht Rhin 3 ^e (63 %)	65,1 %
Ht Rhin 5 ^e (60 %)	62,6 %

POUR L'UDF (PR - CDS - DIV. MAJ.)

PR CONTRE LE PS

Alpes Mar. 2 ^e (54 %)	57,1 %
Calvados 3 ^e (55 %)	55,5 %
Eure et L. 1 ^{er} (52 %)	51,7 %
Ille et Vilaine 4 ^e (70 %)	66 %
Isère 7 ^e (52 %)	51,7 %
Loire 6 ^e (59 %)	57,4 %
Loire Atl. 4 ^e (62 %)	64 %
Loiret 1 ^{er} (52 %)	55,5 %
Manche 3 ^e (61 %)	62,3 %
Hte Marne 1 ^{er} (57 %)	54,3 %
Mayenne 1 ^{er} (54 %)	57,3 %
M. et Mos. 5 ^e (59 %)	54,2 %
Morbihan 1 ^{er} (65 %)	65,1 %
Nord 23 ^e (66 %)	55,9 %
Nord 17 ^e (60 %)	50,7 %
Pas de Calais 7 ^e (61 %)	63,2 %
Pas de Calais 17 ^e (79 %)	63,2 %
Pyrénées Or. 2 ^e (60 %)	55,1 %
Seine Mar. 3 ^e (59 %)	55,3 %
Somme 1 ^{er} (56 %)	51,07 %
Paris 28 ^e (55 %)	51,2 %
Paris 30 ^e	51,6 %
Essonne 1 ^{er} (55 %)	52,4 %
Essonne 4 ^e (53 %)	50,6 %
Hts de Seine 4 ^e (59 %)	50,4 %
Hts de Seine 11 ^e (55 %)	52,8 %
Seine St Denis 7 ^e (64 %)	57,3 %
Val de Marne 8 ^e (53 %)	50,4 %

PR CONTRE LE PCF

Ain 2 ^e (53 %)	59,1 %
Htes Alpes 2 ^e (56 %)	58,3 %
Moselle 4 ^e (53 %)	57,2 %
Paris 2 ^e (58 %)	58,3 %

CONTRE LE PS

C. du Nord 3 ^e (53 %)	51,7 %
Gers 2 ^e (maj.) (52 %)	50,9 %
Ind-et Loire 1 ^{er} (UDF) (52 %)	53,9 %
Haut Rhin 4 ^e (UDF) (58 %)	61,2 %
S. et Loire 1 ^{er} (52 %)	52,5 %
Yonne 2 ^e (53 %)	51,8 %
Hts de Seine 6 ^e (maj.) (70 %)	100 %

Personnalités et sortants sortis

Aymar ACHILLE FOULD (Rad.)	Sortant 5 ^e Gironde
Louis BAILLOT (PCF)	Sortant Paris 27 ^e
Marcel CAVAILLÉ (PR)	1 ^{er} Haute Garonne
Edith CRESSON (PS)	2 ^e Vienne
Daniel DALBERA (PCF)	30 ^e Paris
André DILIGENT (CDS)	5 ^e Nord
Jean DURIEUX (PR)	Sortant 17 ^e Nord
Claude ESTIER (PS)	25 ^e Paris
Henri FISZBIN (PC)	Sortant 28 ^e Paris
A.M. FRITSCH (Rad.)	sortante 6 ^e Moselle
Claude GERBET (PR)	sortant 1 ^{er} Loire
Jacques HERSANT (UDF)	3 ^e de l'Oise
Maurice HERZOG (RPR)	sortant 3 ^e Haute Savoie
Lionel JOSPIN (PS)	26 ^e Paris
Charles JOSSELIN (PS)	Sortant 2 ^e Côtes du Nord
Jean KIEFFER (CNI)	sortant 1 ^{er} Moselle
Bernard LAFFONT	sortant 3 ^e Var
Maurice LEGENDRE (PS)	Sortant 2 ^e Eure et Loire
Robert LE FOLL (PS)	3 ^e Seine et Marne
Charles Emile LOU (PS)	2 ^e Bouches du Rhône
Maurice MESSEGUÉ (RPR)	2 ^e Gers
Michel PONIATOWSKI (UDF)	1 ^{er} Val d'Oise
Ladislav PONIATOWSKI (UDF)	2 ^e Eure
Jean POUDEVIGNE (CDS)	2 ^e Gard
Roger RIBADEAU-DUMAS (RPR)	sortant 1 ^{er} Drôme
Georges SARRE (PS)	9 ^e Paris
Alexandre SANGUINETTI (RPR)	14 ^e Paris
Edward SCHLOESING (Rad.)	3 ^e Lot et Garonne
Lionel STOLERU (UDF)	2 ^e Vosges
Jacqueline THOME-PATENOTRE (MRG)	Yvelines 8 ^e
Alain TERRENOIRE (RPR)	5 ^e Loire

LES CIRCONSCRIPTIONS DISPUTÉES OU TRES DISPUTÉES

PS en tête au 1^{er} tour

ARDENNES 3^e	26020	HAUTE GARONNE 1^{er}	27855
D : 24 674 (RPR)	26627	D : 23 472 (UDF)	26595
AVEYRON 3^e		Écolos-Choisir : 2 416	
D : 28 576	27001	HAUTE GARONNE 2^e	33262
D : 28 313 (RPR)	33374	D : 28 427 (UDF)	31654
BOUCHES DU RHÔNE 2^e		Écolos-Choisir : 3 206	
G : 25 190	38738	HAUTE GARONNE 3^e	37709
D : 37 708 (UDF)	44439	D : 29 898	34054
Écolos-Choisir : 4 522		Écolos-Choisir : 4 590	
CALVADOS 1^{er}	54237	HERAULT 1^{er}	47755
D : 48 497	52150	D : 43 369	48373
D : 48 440 (UDF)	52150	D : 43 215 (UDF)	48373
Écolos-Choisir : 6 872 — UOP : 316		Écolos-Ext. G : 1 457	
CHARENTES 1^{er}	43573	INDRE 3^e	23719
D : 40 548	38683	D : 21 700 (RPR)	24941
D : 38 702		Job : 1 114	
CÔTE D'OR 2^e		ISERE 1^{er}	33213
G : 32 056	32813	D : 30 159	33679
D : 32 612 (RPR)	36538	D : 29 901 (UDF)	33679
Job : 1 937 — UOP : 267		Écolos : 3 867 — UOP : 157	
CÔTES DU NORD 2^e	32311	MANCHE 5^e	26760
D : 31 053 (UDF)	33068	D : 24 464	26760
UOP : 207		D : 22 918 (UDF)	26533
DRÔME 1^{er}	40349	Écolos : 5 029	
G : 35 758	35171	MEURTHE ET MOSELLE 1^{er}	32321
D : 32 479 (RPR)	35171	D : 31 532 (UDF)	32843
Écolos : 4 863		UOP : 177	
DRÔME 2^e	35186	MOSELLE 1^{er}	47205
G : 32 278	28735	D : 46 271	44961
D : 25 541 (RPR)		D : 44 375 (UDF)	
Écolos : 4 505		OISE 2^e	33555
EURE 2^e	26589	D : 32 043	31383
D : 24 532 (UDF)	26011	D : 29 631 (UDF)	
FINISTÈRE 4^e	27871	Écolos : 1 799	
G : 26 249	27364	PYRÉNÉES ATLANTIQUES 1^{er}	53436
D : 25 331 (UDF)	27364	D : 50 238	53436
Écolos : 1 483 — UOP : 252		D : 46 302 (RPR)	53348
GIRONDE 3^e	20534	Écolos : 4 467 — Choisir : 1 341	
D : 19 704	18274	UOP : 367	
D : 17 404 (RPR)		PYRÉNÉES ATLANTIQUES 2^e	37126
Choisir : 1 002		D : 34 806	38237
GIRONDES 9^e	27191	D : 34 549 (RPR)	
G : 27 269	28038	Écolos : 3 005	
D : 25 898 (RPR)			

UDF en tête au 1^{er} tour

AIN 3^e	34286	LOIRE 1^{er}	27709
--------------------------	-------	-----------------------------	-------

Carter : quel «équilibre des forces» ?

Dans un discours prononcé au cours d'un voyage dans le Sud des USA, Carter a fait plusieurs déclarations au sujet des négociations SALT et du rapport de forces entre les deux superpuissances.

Il a affirmé : «*Nous ne permettrons à aucune autre nation d'acquiescer une supériorité militaire sur nous*». Il a ajouté que les USA devaient développer des forces capables de «*faire face à toute menace contre nos alliés et nos intérêts vitaux en Asie, au Moyen Orient et dans d'autres régions du monde*».

Il a déclaré également : «*Nous sommes prêts à coopérer avec l'URSS pour des objectifs communs, sociaux, scientifiques et économiques, mais s'ils refusent de mettre en pratique une restriction de leurs programmes de missiles et d'autres forces, et de leurs interventions dans d'autres pays et continents, alors aux Etats-Unis, le soutien populaire à une telle coopération s'affaiblira*».

Corne de l'Afrique : menaces de Castro contre la Somalie

Dans un discours radio diffusé, Castro a annoncé officiellement la «fin du conflit» dans la Corne de l'Afrique, étant donné «la libération du territoire éthiopien occupé par l'armée somalienne». Il n'a cependant pas annoncé le retrait de ses troupes alors que le conflit de l'Ogaden était le prétexte avancé pour «justifier» leur présence : ces troupes vont continuer à soutenir le DFI contre les luttes du peuple éthiopien et contre la lutte de libération du peuple érythréen.

Castro a cyniquement justifié ses démentis passés sur son intervention : «*Si la présence cubaine en Ethiopie n'a pas été annoncée plus tôt, c'est parce que certaines choses ne peuvent être dites officiellement, mais doivent l'être avec discrétion*». Il a nié le chiffre avancé par la Somalie de 10 000 Cubains dans la Corne de l'Afrique, mais on sait désormais ce que valent ses démentis ! Puis, s'ingérant grossièrement dans les affaires intérieures de la République de Somalie, il a accusé la «fraction de droite» du gouvernement somalien d'être responsable du conflit. Cela signifie qu'une menace persiste contre la souveraineté de la Somalie, puisque les troupes soviéto-cubaines présentes en Ethiopie peuvent très bien s'arroger le droit d'y intervenir contre le gouvernement actuel pour tenter d'y installer un gouvernement «de gauche», c'est-à-dire conforme aux intérêts du social-impérialisme.

Un envoyé de Carter, Moose, est arrivé vendredi en Somalie pour discuter avec le gouvernement de Mogadiscio des conditions d'une aide économique et de la fourniture d'armes défensives par les USA. D'autre part, le ministre yougoslave des Affaires étrangères, envoyé spécial de Tito, est arrivé en Somalie après un séjour en Ethiopie et au Soudan. Il tente actuellement une médiation dont la Yougoslavie pourrait prendre la responsabilité, en tant que représentant des pays non-alignés.

ONU : désaccord à la conférence sur l'ONUDI

Du 21 février au 11 mars, s'est tenue la conférence de l'ONU pour la transformation de l'«Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel», en agence spécialisée. Elle n'a abouti à aucun accord, à cause du refus des superpuissances d'admettre les positions défendues par les pays du Tiers Monde (groupe des «77»).

Alors que le Tiers Monde exigeait une juste représentation dans les organes dirigeants de l'ONUDI et défendait la position selon laquelle l'ONUDI doit être un instrument privilégié de l'industrialisation du Tiers Monde, les superpuissances s'y sont opposées. Le représentant américain voulait un droit de vote proportionnel à la contribution financière de chaque pays, et refusait la référence à un «nouvel ordre économique international». De son côté, le représentant soviétique, tout en soutenant en paroles les positions du Tiers Monde, s'est acharné, mais en vain à faire adopter à la conférence des positions sur la «détente» et la «sécurité», conformes aux intérêts soviétiques.

DES CASQUES BLEUS POUR LÉGALISER L'OCCUPATION

Dimanche, le Conseil de Sécurité de l'ONU a décidé d'envoyer une «force intérimaire des Nations Unies au Liban». Quatre mille «casques bleus» arriveraient au Sud dès mardi. En même temps, il demande un «retrait total et immédiat des troupes israéliennes». Ce genre de mesures a toujours été repoussé par la Résistance Palestinienne. Begin qui, comme tous les dirigeants sionistes, a toujours considéré les décisions de l'ONU comme des chiffons de papier, ne tiendra sans doute pas compte de la condamnation. Par contre, étant donné qu'elles prendraient position en tampon au Sud-Liban, là où se déroulent les combats, et non à la frontière, les forces de l'ONU peuvent légaliser et perpétuer l'occupation des territoires que les sionistes tentent actuellement de conquérir.

En effet, avant la décision de l'ONU et avant la visite de Begin chez Carter, l'armée sioniste a mené une offensive de grande envergure pour gagner du terrain, notamment en déclenchant une violente offensive contre Sour (Tyr) et en pilonnant Nabatieh.

Le représentant français à l'ONU a proposé avec insistance la participation d'un contingent de l'armée française aux casques bleus envoyés au Liban.

Comme en 1976, au début de la guerre civile, l'impérialisme français prétend se prévaloir de ses «liens privilégiés» avec le Liban pour prendre part aux ingérences impérialistes au Proche-Orient.

Les combats ont continué toute la journée du dimanche. Les sionistes ont accru leur armée de 5 000 hommes pour faire face à la résistance héroïque des combattants palestiniens et libanais. Ils continuent de bombarder la ville de Sour, vidée actuellement de ses habitants, et le camp de Rachidieh. Ils cherchent à encercler la région, par leur flotte, et par les bombardements aériens.

Les bombardements se poursuivent dans la zone est, dans la région d'Al Arkoub, sans que les sionistes puissent avancer.

Correspondance de Beyrouth

La résistance farouche des combattants, la riposte à toutes les attaques les empêchent eux et leurs alliés, les fascistes libanais de progresser sur le terrain.

Les combattants palestiniens et libanais patriotes continuent aussi à frapper les envahisseurs, sur leurs arrières. Ils leur font subir des pertes considérables : ces derniers jours, une grande quantité de maté-

riel de guerre sioniste a été détruite.

Chez les combattants, comme dans la population civile, le moral est très bon, du fait de la résistance opposée à l'occupation. Durant la journée de dimanche, l'aviation sioniste a survolé à plusieurs reprises la ville de Tripoli et les camps palestiniens qui se trouvent au nord du pays. Les sionistes, exaspérés par la résistance qu'ils rencontrent au sud, vont peut-être attaquer ces

camps qui avaient déjà été bombardés par l'aviation sioniste, ces dernières années. Comme toutes les nuits, depuis le début de l'agression, les combattants palestiniens ont attaqué les colonnes qui se trouvent en Palestine occupée.

La population du sud continue à se diriger vers Saïda et Beyrouth, pour fuir les bombardements sauvages et continus contre les villes et villages.

Le Front de «la fermeté» se réunit lundi à Damas mais, actuellement, c'est au Sud du Liban que sont la résistance et la fermeté.

Italie

CHASSE AUX JEUNES : TROIS MORTS A MILAN

«Les Brigades rouges» ont publié des photos d'Aldo Moro pour prouver qu'il est vivant. Elles n'envisagent pas, comme on l'avait cru, de demander en échange du leader de la D.C. la libération de prisonniers ou l'arrêt du procès de leurs dirigeants. Un «procès d'Aldo Moro par un tribunal populaire» est annoncé.

A Rome et dans les grandes villes, le quadrillage policier n'a pas cessé. Fouilles et perquisitions arbitraires se poursuivent, la police étant aidée par

plusieurs dizaines de milliers de militaires et des dizaines de «spécialistes allemands». Dans ce climat d'hystérie policière et de lynchage, alors que la police a droit de tirer, trois jeunes, dont deux militants politiques, ont été abattus par les flics parce qu'ils ne se soumettaient pas assez vite à un contrôle d'identité. Des sièges d'organisations politiques ont été perquisitionnés. Ainsi, à Rome, un congrès provincial de Democrazia Proletaria a été interrompu par les flics qui ont fait irruption, revolvers au poing.

Le PCI main dans la main avec la police

Interviewé par *Le Monde* samedi, Pecchioli est considéré comme le «ministre de l'Intérieur» du parti de Berlinguer. Il est d'ailleurs vice-président de la commission parlementaire de contrôle des services secrets. Il avoue sans réticences sa collaboration ouverte avec le ministère de l'Intérieur : «*La collaboration existe, elle est étroite. Mais à un niveau politique, non technique*». Ce personnage, qui disserte par ailleurs sur la nécessité de rendre la police et la justice plus efficaces, a justifié les appels à la délation récemment lancés par Berlinguer et Lama, le secrétaire de la CGT italienne. Pour lui, il s'agit de «collaborer avec les forces de l'ordre pour neutraliser les ennemis de la démoc-

ratie. Ce n'est pas être un espion, c'est faire son devoir de citoyen».

Pour le parti révisionniste italien, sont des ennemis potentiels de la «démocratie» tous ceux qui échappent à son contrôle et qu'il ne peut utiliser pour accéder au pouvoir : les jeunes, les étudiants, les chômeurs, les syndicalistes combattifs, les révolutionnaires, qui se retrouvent amalgamés aux «brigades rouges» et autres groupes suspects dans de nombreuses déclarations du PCI. Il y a un an, contre le mouvement étudiant, le PCI justifiait les brutalités policières, approuvait la décision du gouvernement de donner le droit de tirer à la police. Il fallait selon lui «réprimer les attaques des voyous

contre le parti communiste et les syndicats». En février, Lama, à la tête de son service d'ordre affrontait les étudiants de Rome et se faisait vider de l'Université où il était venu faire un discours contre la grève. Répondant à ses appels à la répression, le gouvernement lock-outait l'Université sur le champ.

En juin, avec le premier accord PCI-DC pour le «gouvernement de l'absentéisme», le parti révisionniste approuvait les mesures Cossiga : droit à la police de tirer à vue, de garder à vue arbitrairement et de perquisitionner sans contrôle judiciaire.

En septembre Berlinguer écrivait dans *l'Unité* : «*Certains militants d'extrême gauche sont des nouveaux fascistes*». Après l'assassi-

nat du militant révolutionnaire Walter Rossi, assassiné par les fascistes sous les yeux et avec la complicité des flics, le PCI refusait de mettre en cause la «police démocratique» et appelait à «la lutte contre toutes les provocations d'où qu'elles viennent».

Actuellement, de nombreux militants italiens d'extrême gauche craignent que l'action provocatrice des «brigades rouges» qu'ils condamnent, serve de prétexte à un durcissement de l'appareil d'Etat et à une véritable chasse aux révolutionnaires, avec la tentative du PCI aussi bien que de la DC d'étouffer toute expression de leur part.

Maubeuge

REPRISE AUX VERRERIES BOUSSOIS EN GREVE DEPUIS LE 1^{er} MARS

Les travailleurs des Verres Boussois, à Boussois près de Maubeuge, ont repris le travail en fin de semaine après avoir été en lutte reconductible de 24 heures en 24 heures, depuis le 1^{er} mars.

Rappelons les revendications à l'origine de ce mouvement :

— le refus du blocage des salaires, que la direction avait annoncé pour jusqu'au 1^{er} avril 1978

— les travailleurs refusaient en outre la mutation de plusieurs d'entre eux, du service entretien à la fabrication. Ces mutations

annonciatrices d'ailleurs du démantèlement de certains ateliers, prélude elles-mêmes, dit-on, à une fermeture à moyen terme, avaient pour conséquence la déqualification des travailleurs concernés et une perte nette de salaire de 700 F !

— enfin, les travailleurs refusaient la mise en retraite anticipée de plusieurs ouvriers, ce qui n'était que du chômage camouflé.

Qu'obtiennent les grévistes après 20 jours de grève ?

En ce qui concerne les salaires, les verriers ob-

tiendront pour 78 une augmentation de 1,5 % au 1^{er} avril, et de 1 % en octobre-novembre et décembre, soit 4,5 % pour l'année 78. Ils bénéficieront enfin d'un rattrapage du pouvoir d'achat pour 78, mais basé sur l'indice officiel.

En ce qui concerne l'emploi, les grévistes touchent, selon l'accord, une prime de 750 F lors de l'installation, prévue pour dans un an, du second four. Mais l'installation de ce deuxième four est lourde de menaces pour les travailleurs. Il s'agit en

effet d'un four de verre flotté, le «Flota Glass», dont la production remplacera le verre à vitre qui se vend de moins en moins en Europe. Les travailleurs demandent si l'installation de ce four n'amènera pas une restructuration.

Enfin, en ce qui concerne les mutations, l'accord signé entre la direction et les organisations syndicales stipule qu'elles ne pourront se faire qu'avec la consultation du comité d'entreprise, des organisations syndicales et des intéressés eux-mêmes.

APPEL AUX STAGIAIRES BARRE

Le Comité des stagiaires Barre, qui est à l'initiative de la manifestation de jeudi dernier, ayant regroupé plusieurs centaines de personnes, nous a fait parvenir l'appel que nous reproduisons ci-dessous, et qui propose un certain nombre de revendications, en appelant à la lutte, le Comité des stagiaires, invite à le discuter dans tous les stages, afin d'aboutir à une plate-forme unifiant tous les stagiaires. L'appel définitif sera rédigé, lors d'une réunion, jeudi prochain où seront mises en place parallèlement, les structures du mouvement.

«Dans de nombreux cas, les salaires n'ont pas été versés. Cette situation est scandaleuse et intolérable. D'autre part, les deux seuls buts de ces stages sont de dégonfler les statistiques et de fournir une main d'œuvre gratuite. Nous n'avons aucune garantie d'embauche à la fin de ces stages.

Nous n'avons pas droit aux indemnités chômage.

Ceci découle du fait que nous n'avons pas le statut de salariés. Effectivement, les travailleurs ont acquis un certain nombre de droits qui nous sont dus et qui nous sont refusés.

Face à cela, nous avons décidé de réagir. Nous nous sommes regroupés en un comité de stagiaires qui grossit de jour en jour et qui regroupe actuellement 35 stages.

Ont déjà eu lieu un certain nombre d'actions. Entre autres : délégations aux ministères, manifestation aux Invalides le 10 mars et à la République, le jeudi 16.

A la suite de ces actions, le ministère a dû reculer et a promis le paiement partiel de nos salaires entre fin mars et fin avril. C'est pourquoi nous devons rester vigilants, connaissant la valeur de ces promesses.

Nous exigeons :

- un statut de salarié
- 100 % du SMIC, parce que nous ne sommes pas des travailleurs au rabais
- des congés payés
- primes repas et transport
- droit au chômage économique (prestations en cas de chômage - NDLR) etc.
- délivrance d'un diplôme reconnu à la fin de chaque stage
- garantie de l'embauche

au niveau correspondant

- même statut pour tous (que ce soient les moins de 18 ans, les plus de 25 ans et les Immigrés)
- suppression du contrat unilatéral qui oblige le stagiaire à rembourser s'il y a rupture de contrat de sa part

Pour gagner, nous devons agir !

Nous appelons chaque stage à réunir des assemblées générales pour réfléchir et approfondir cette plate-forme minimale et, sur la base de cette réflexion, élire des délégués qui se réuniraient :

JEUDI 23 MARS
à la Faculté de JUSSIEU
Tour 46

Pour tout renseignement, téléphoner au :
252 16 96
entre 9 h et 17 h.»

Le Comité des
des Stagiaires

Villeurbanne : le directeur d'un foyer Sonacotra inculpé

Dans la nuit du 4 au 5 mars, un résident du foyer Sonacotra de la rue Baisse à Villeurbanne était blessé par un autre résident du foyer, qui servait plutôt de gorille à la direction. violemment frappé, Hadifi Hacem, 38 ans, marocain, est traîné et enfermé dans sa chambre alors qu'il est dans le coma. Les autres résidents demandent que le directeur fasse venir des secours. Le directeur refuse et laisse le blessé enfermé, gisant dans une mare de sang. Le lendemain, ses amis, inquiets, renouvellent leur demande de secours auprès du directeur. Quand ces secours arrivent, il est trop tard : Hadifi Hacem est mort.

Pendant dix jours, l'affaire sera tenue secrète par les enquêteurs de Villeurbanne. Quand la police se décidera à en parler après la publication de la nouvelle par *Libé Rhône-Alpes* le 15 mars, ce sera pour dire : «Affaire banale d'ivrognes».

En fait, le gorille, Marcel Morien, sera inculpé de «coups et blessures» et de «non-assistance à personne en danger» et le directeur de «non-assistance à personne en danger».

Billon (textile) : grève dans deux usines pour le 13^e mois

80 % des 400 travailleurs et travailleuses de l'atelier moulage de l'entreprise textile Billon, à Vars les Bains, sont actuellement en grève reconductible. Ils exigent le 13^e mois pour tous, la cinquième semaine de congés payés, une augmentation immédiate de 0,60 F de l'heure. Les conditions de travail sont aussi remises en cause : chez Billon, la charge de travail est passée de 2,87 tonnes en 1964 à 8 tonnes en 1977.

Dernière exigence : le respect des droits syndicaux, la direction de l'entreprise refuse en effet aux délégués syndicaux et du personnel, le droit de se rendre aux réunions syndicales qui se tiennent hors de l'enceinte de l'usine !

Les travailleurs de l'entreprise Billon, de Viviers, qui dans un premier temps étaient partis en grève en soutien à leurs camarades exigent désormais les mêmes revendications.

Grève à partir de lundi pour les vacataires aux impôts



Après les postiers (ci-dessus sur notre photo), les employés des impôts en grève contre le licenciement de vacataires.

Dès le lendemain des élections, les agents des impôts partiront en grève. C'est ce qu'ils ont décidé, pour protester contre le licenciement de 14 vacataires. Cette décision, intervenue avant même le second tour, laisse penser qu'ils n'ont pas plus confiance dans un gouvernement de gauche, que dans un gouvernement de droite pour prendre rapidement des mesures afin de mettre fin à ce scandale du vacariat : les 14 vacataires doivent être licenciés le 31 mars. Il y a quelques jours, plusieurs centaines d'agents des impôts avaient déjà occupé la direction à Nanterre pour exiger la titularisation immédiate.

Setigm (Paris) : reprise victorieuse

Les travailleurs de l'entreprise de transport SETIGM à Paris ont repris le travail après onze jours d'une grève illimitée. Les grévistes obtiennent : l'intégration de la prime de rendement dans le salaire de base, une revalorisation des primes de tonnage, une augmentation à compter du 1^{er} mars de 5 % (ce qui fait une augmentation de 125 F minimum) ainsi qu'un samedi sur deux de repos. Au cours de leur mouvement, les travailleurs pour mener plus efficacement encore les luttes prochaines, ont renforcé leur section syndicale CGT qui a dirigé la lutte.

Chantiers en grève

En Seine et Marne, les 60 ouvriers de chez Rosell sont partis en grève pour une augmentation de 15 % de leurs salaires. A la MGE Canalisation, au bout de 3 jours de grève, les travailleurs ont obtenu 6 % de plus. Les négociations se poursuivent pour les autres revendications.

A Paris enfin, ceux de Nord France, en grève depuis le 28 février pour les salaires, ont manifesté vendredi dans le quartier des Halles et de l'Hôtel de ville.

Coulage des cadences à Electrolux

Depuis une semaine, les chaînes de montage de l'usine Electrolux à Revin, dans les Ardennes, tournent au ralenti : les ouvriers ont décidé de couler les cadences et de faire tomber la production, en multipliant les grèves sur le tas et les débrayages. Ils continueront ce mouvement tant que la direction maintiendra les sanctions qu'elle a infligées à deux ouvriers de l'usine : l'un est licencié, l'autre mis à pied.

Manifestation d'ostréiculteurs

Vendredi, les ostréiculteurs de Cancale, dans l'île et Vilaine, ont manifesté pour obtenir que leurs parcs soient déclarés sinistrés : ils sont complètement envasés, à la suite des dernières tempêtes. Ils estiment que les dispositions prises ne sont pas suffisantes.

L'ENJEU DU SUD-LIBAN

Par Yomna El Khalil

● Si l'ampleur des moyens en hommes et en matériels lancés contre le Sud-Liban est sans précédent, l'agression sioniste contre cette région n'est pas un fait nouveau. Depuis qu'existe l'État sioniste, le Sud-Liban a été la cible de ses attaques. Avant même la création de cet État sur la terre de Palestine, les sionistes prévoyaient d'occuper le Sud du Liban, de prendre le fleuve Litani, importante source d'eau pour leurs colonies en Galilée, et d'inclure tout cela dans le «grand Israël».

LES PALESTINIENS AU SUD-LIBAN

Le Sud du Liban, région très riche par ses cultures tout comme la Galilée en Palestine, est restée la région des pauvres du Liban à cause de la politique d'abandon suivie à l'égard de cette région.

En 1948, après la défaite arabe dans la guerre contre la colonisation sioniste, des centaines de milliers de Palestiniens se sont réfugiés soit en Jordanie, surtout en Cisjordanie, soit dans les autres pays arabes, dont le Liban. Ils y sont arrivés démunis de tout, ayant été chassés par les sionistes de leurs terres et de leurs maisons.

Au Liban, beaucoup ont retrouvé connaissances, parents ou amis : car en effet, avant le partage de la région par les colonialistes français et britanniques, des liens très forts existaient entre les habitants du Liban et ceux de Palestine.

Alors, au Liban commencent à se dresser les camps destinés aux réfugiés palestiniens. L'UNRWA (organisme de l'ONU) va chercher à créer chez eux une mentalité d'«assistés», mais grâce à la renaissance de la Révolution Palestinienne, grâce au déclenchement de la lutte armée de libération en 1965, le peuple libanais qui vit dans les camps va recommencer à lutter et à prendre en main ses propres affaires. Après les massacres perpétrés par le roi Hussein en septembre 70, puis en 71 pour liquider la Résistance Palestinienne conformément au plan américain Rogers, les Palestiniens vont arriver à nouveau massivement au Liban, où ils vont reprendre la lutte contre les sionistes.

Du point de vue militaire, la Jordanie et le Liban sont les mieux placés pour les bases arrière de la Résistance dans sa lutte contre Israël. Et puis, pour des raisons internes à ces pays, les Palestiniens ont pu s'organiser d'une manière relativement indépendante des influences des régimes concernés.

Étant un pays arabe (malgré la prétention des fascistes libanais à nier ce fait pour soustraire le pays à la solidarité arabe anti-impérialiste, le Liban devait assumer ses responsabilités dans la lutte contre Israël. Mais l'influence «isolationniste» au sein même du régime des forces conservatrices liées aux pays impérialistes occidentaux l'a empêché de participer aux guerres de 67, puis de 73, aux côtés des autres pays arabes. Du fait de son caractère arabe, le Liban devait permettre aux réfugiés palestiniens chassés par l'occupant sioniste, de prendre part à la lutte de leur peuple et de mener, avec la Résistance Palestinienne, le combat contre Israël à partir du Sud, à proximité de la Palestine occupée et où vivaient de nombreux Palestiniens.

C'est le sens des accords signés entre les autorités libanaises et la Résistance Palestinienne au Caire en 1969, puis à Beyrouth en 1973 déjà au prix de combats acharnés

menés avec les forces progressistes libanaises contre les réactionnaires.

UNITÉ PROFONDE ENTRE PALESTINIENS ET LIBANAIS AU SUD

La présence palestinienne au sud du Liban gênait le pouvoir libanais qui craignait de se voir engagé dans la lutte contre les sionistes. En attaquant le Sud du Liban à diverses reprises dans le passé, sous prétexte que les fedayins y sont, Israël n'a pas hésité à mettre en cause la souveraineté du Liban. Alors peu à peu les vieux fusils ayant servi à chasser les Français du Liban vont être repris en main par les Libanais du Sud pour combattre aux côtés des Palestiniens les agresseurs sionistes. Une solidarité militante, une unité de plus en plus profonde se créent entre le peuple palestinien et les habitants libanais du Sud, tous deux cibles des sionistes.

Le silence de l'armée libanaise face aux multiples agressions sionistes fait tomber chez les habitants du Sud les illusions sur l'existence d'une «armée nationale» dépendant du pouvoir de Beyrouth. La présence de

nombreux ouvriers agricoles et de nombreux pêcheurs palestiniens exploités et opprimés de la même manière que leurs frères de classe libanais, souvent victimes des mêmes patrons, des mêmes gros propriétaires, va lier d'une manière encore plus forte les deux peuples dans cette région.

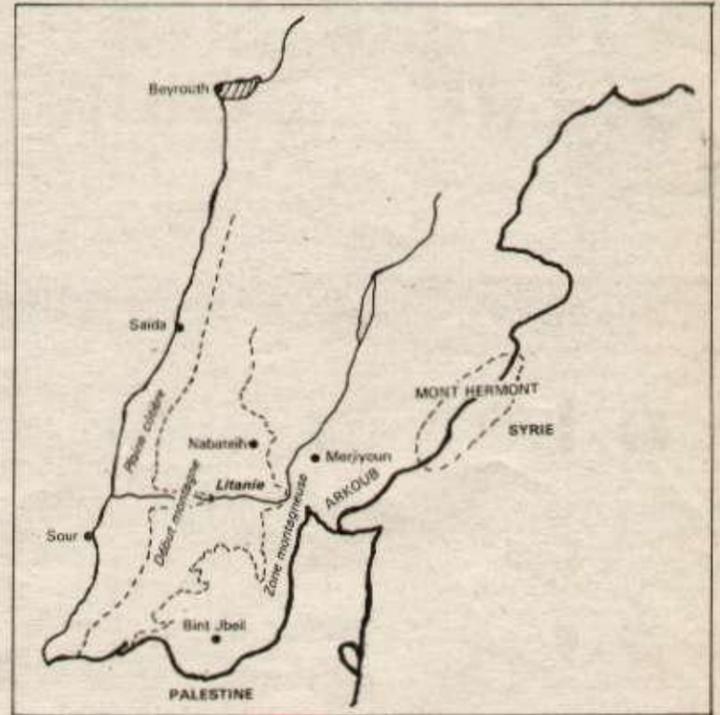
La Résistance Palestinienne va alors constituer un ferment révolutionnaire pour la population libanaise. Tout cela est insupportable pour le régime, qui va tenter par deux fois d'écraser la Résistance au Liban.

Lors des attaques sionistes contre les villages du Sud, la Résistance Palestinienne a montré aux Libanais du Sud que seule la riposte immédiate, seule la lutte du peuple peut faire reculer l'ennemi. Elle a démontré qu'il ne fallait pas compter sur les politiciens de Beyrouth pour se défendre, eux qui, à chaque fois, ont simplement demandé au Conseil de Sécurité de l'ONU de «condamner l'agression».

En mettant en cause par sa pratique concrète l'attentisme, pour le moins, du régime, la Résistance Palestinienne est devenue l'ennemie, le régime libanais voyant son pouvoir en question au Sud, sous la pression des masses libanaises et palestiniennes qui voulaient lutter contre Israël.

LES FASCISTES LIBANAIS OCCUPENT

Lors de la guerre au Liban (75-76), le Sud a connu l'abandon de la part des autorités, alors que la plupart de ses habitants sont



revenus (les habitants de Chiah, de Nabaa et d'autres quartiers de Beyrouth sont en effet originaires du Sud). Craignant leur défaite à Beyrouth, les fascistes ont organisé, avec l'aide des sionistes, des points d'implantation à la frontière Liban-Palestine. Ils ont réussi avec l'appui en armes, munitions et... uniformes fournis par les sionistes, à occuper quelques villages, à les couper du reste du Sud et à les faire dépendre (pour la nourriture, le travail, l'armement) d'Israël. Lorsque la guerre s'est terminée dans le reste du Liban, les fascistes libanais l'ont continuée au Sud, attaquant sans relâche les autres villages, cherchant à les vider de leur population.

Ils reprenaient là la vieille tactique sioniste qui vise à créer des zones inhabitées au Sud-Liban pour les occuper. C'est sur ces zones conquises par l'extrême-droite libanaise que s'appuient aujourd'hui les sionistes pour développer leur invasion de la région.

À l'occasion de l'entrée des troupes syriennes au Liban, puis de la création de la «Force Arabe de Dissuasion» (FAD), les sionistes ont posé leurs exigences : «Ces forces ne doivent pas dépasser le fleuve Litani». Les sionistes, qui voulaient se réserver ainsi la possibilité d'occuper le sud sans affronter la FAD, ont obtenu de la part des pays arabes, et notamment de la Syrie, la reconnaissance tacite en leur faveur d'un droit de regard sur cette partie du Liban.

EN ATTENDANT L'ARMÉE LIBANAISE

Lors des accords de Chtaura signés en juillet 77 par le gouvernement libanais, la Syrie et la Résistance Palestinienne, le gouvernement libanais prétendait vouloir reconstruire une armée pour l'envoyer au Sud et y asseoir l'autorité libanaise, ce qui supposait une armée apte à faire face aux menaces sionistes contre la souveraineté du Liban. Mais la reconstitution de l'armée a posé de nombreux problèmes : les soldats et officiers ayant rejoint l'«Armée du Liban Arabe» durant la guerre pour combattre les forces de droite n'ont pas le droit de revenir dans la nouvelle armée. Par contre, ceux qui ont rejoint les troupes fascistes (comme Barakat) le peuvent. Quant à ceux qui n'avaient rejoint ni les uns ni les

autres, beaucoup, soldats patriotes, ont posé leur démission de l'armée nationale, écœurés par une armée utilisée à de nombreuses reprises pour combattre les progressistes libanais et les Palestiniens. Ce qui fait que la reconstitution actuelle de l'armée aboutit à donner à celle-ci un caractère plus «isolationniste».

La perspective offerte à une telle armée (d'aller au Sud) a plu aux forces de droite qui y ont vu l'occasion d'étouffer la présence palestinienne et progressiste libanaise au Sud, et s'y sont enrôlés avec tout le soutien du camp fasciste. Pour elles, aller au Sud dans le cadre de l'armée, c'est se donner des moyens légaux pour combattre la Résistance, en plus des milices qu'elles organisent avec Israël.

LES TROUPES DE L'ONU : UNE OCCUPATION LÉGALE

Aujourd'hui, devant la difficulté des envahisseurs sionistes, les impérialistes présentent la présence des troupes de l'ONU comme une «solution».

Cette idée n'est pas nouvelle. Sur le plan libanais déjà, un politicien de droite bien connu, Raymond Eddé, avait réclamé son application à plusieurs reprises. Mais les sionistes s'y étaient opposés, car si une telle initiative gêne la Résistance pour mener ses opérations au Sud, elle peut aussi gêner Israël dans sa volonté d'étendre son autorité sans partage sur le Sud-Liban et d'atteindre le Litani.

Sur le plan libanais, les forces de l'ONU seraient un moyen pour amener le Liban à ne pas satisfaire ses engagements dans le cadre de la lutte arabe anti-impérialiste. Mais pour le peuple libanais, cela constituerait une occupation légale d'une partie de son territoire. Pour les Libanais et les Palestiniens, ce serait un barrage établi pour les empêcher de poursuivre leur lutte contre l'État sioniste. Ce serait par ce biais l'intervention directe des impérialistes aux côtés d'Israël dans la région.

Les USA, les pays européens, l'URSS sont d'accord pour une telle mesure. La présence de l'ONU dans la région servirait à «geler» l'affrontement avec les sionistes, et tout «gel» signifie du fait des pressions exercées, une dépendance plus grande des pays arabes vis-à-vis des pays impérialistes.

Réfugiés...

Pour Guillebaud, qui signe dans Le Monde, du 20 mars un article intitulé : «Comme aux premiers moments de la guerre civile...», les réfugiés libanais du Sud sont des «squatters» (un mot à la mode, mais qui ne reflète en rien la réalité vécue par le pays).

Pour lui, l'armée des réfugiés à Beyrouth — musulmans chiites en majorité — risque de perturber le «jeu du confessionnalisme» dans la capitale. Il cite volontiers un haut fonctionnaire chrétien lui disant : «Ici, on est encore tranquille, mais les premiers squatters sont à 500 mètres de chez moi. Vous croyez que c'est beaucoup ?». Guillebaud entend «démontrer» ainsi que les «dangereux» chiites contraints à l'exode et qui arrivent à Beyrouth vont être la cause d'une nouvelle guerre civile.

Ma famille habitait à Sour. Aujourd'hui, elle fait partie des «réfugiés». Mais elle ne compte, comme tous les habitants du Sud, ni sur la charité, ni sur la pitié de Guillebaud et de «ses» chrétiens conservateurs. Les réfugiés du Sud ne se préoccupent guère de calculs mesquins sur le nombre de chiites ou d'autres confessions à Beyrouth. Les beaux immeubles des bourgeois de la droite chrétienne ne sont pas ce qui attire les réfugiés du Sud qui préféreraient vivre dans leurs maisons détruites par l'envahisseur, vivre dans le Sud avec ses vergers et ses sources, y vivre malgré la pauvreté qu'ils ont toujours connue. Si des «réfugiés» du Sud prennent d'assaut les beaux immeubles de Beyrouth, vides et insultants par leur luxe, ne vous en faites pas Monsieur Guillebaud, si les sionistes et leurs alliés arrêtent leurs bombardements aveugles, les réfugiés n'attendront pas pour retourner chez eux et construire ce qui a été détruit. Et puis ceux qui ont peur des «réfugiés» à Beyrouth ne devraient-ils pas prendre les armes pour chasser l'occupant sioniste ?

M. Guillebaud ne craint pas de déclarer que les réfugiés du Sud, par leur afflux à Beyrouth, peuvent provoquer une tension qui aggraverait le danger de partition du Liban, alors même que la droite chrétienne est prête à vendre le Sud aux sionistes pour moins que rien, comme l'indiquent les embrassades de ces derniers jours entre ses chefs et Weizmann, le ministre de la Guerre. En réalité, ce sont les luttes nombreuses des fils du Sud qui ont empêché jusque-là la partition et l'occupation du Liban par Israël. Et parmi les fils du Sud, les chrétiens de plusieurs localités sont aux côtés de leurs frères dans la lutte contre l'envahisseur. Quant au climat qui règne dans Beyrouth-ouest, où s'exprime l'enthousiasme de la population pour la résistance, M. Guillebaud le juge démesurée. Il ne comprend pas que, malgré la destruction de leurs villages, de leurs villes et de leurs camps, les «réfugiés» se réjouissent des combats menés contre les sionistes, des défaites qui leur sont infligées, transformant la «promenade militaire» qu'ils espéraient faire en un bourbier dont ils se souviendront.